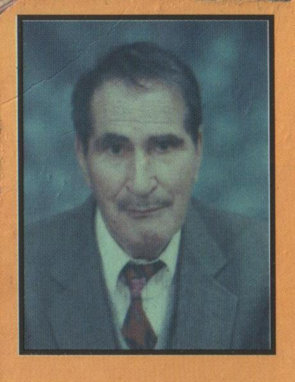


Ce petit livre a eu un retentissement extraordinaire auprès de ceux qui l'ont lu, et ils sont des dizaines de milliers. Car, quoi qu'il n'y eût que 4 000 exemplaires de publiés, la photocopie et même la copie tout court ont joué pour lui donner une incroyable diffusion.

Vendu dix francs par son auteur, il a atteint, au marché noir, l'extraordinaire prix de 200,00 F; et ce en 1963-1964. Et ce ci non pas seulement parce qu'il fut le premier à révéler certains dessous du F.L.N. mais aussi parce qu'on y trouve des avertissements à BEN BELLA qui nous paraissent aujourd'hui prophétiques. Sans oublier l'indéniable amour de la vérité de son auteur.

Voilà toutes les raisons, et bien d'autres encore, qui font que nous rééditons ce livre sans réticence.

Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu

MOHAND-AARAV BESSAOUD

MOHAND-AARAV BESSAOUD

Ancien Officier de l'A.L.N.

Résistant de 1954

Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu

La vérité sur la mort du colonel Amirouche et de Abbane Ramdane

MOHAND-AARAV BESSAOUD
Ancien Officier de l'A.L.N.
Résistant de 1954

Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu

La vérité sur la mort du Colonel Amirouche et de Abbane Ramdane

Au colonel Ouamrane, à qui l'Algérie doit tant.

DU MÊME AUTEUR

Le FFS, espoir et trahison, Colombes, Imp. Carry, 1966 (*Réédition en cours*).

L'Identité provisoire, roman, Paris, Académie Agraw Imazighène, 1977.

Préface

J'avais 12 ans lorsque paraissait la première édition de **"Heureux les martyrs qui n'ont rien vu"**. Je ne comprenais pas alors le motif pour lequel le livre se passait " sous le manteau". Plus tard j'ai pu l'avoir à mon tour "sous mon manteau" et j'ai compris que l'ouvrage circulait clandestinement parce qu'il dénonçait l'édification rampante de la dictature d'un pouvoir qui s'attelait à détourner et à confisquer les idéaux de novembre 1954 pour lesquels on ne saurait jamais évaluer encore aujourd'hui le sacrifice de nos martyrs. Ce fut l'un des tous premiers documents écrits au lendemain même de l'indépendance et directement par un acteur et un témoin de la guerre. La particularité de " **Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu**" tient de ce que l'auteur a averti à temps sur les conséquences et les risques qui pesaient sur l'avenir de la nation algérienne prise en ôtage et qui héritait déjà d'une situation dramatique due à la guerre.

Bien plus tard d'autres ouvrages sont venus comme pour confirmer et conforter malheureusement tout ce que Dda Mohand Arab BESSAOUD constata très tôt.

Ils ont tous traité des lendemains qui déchantent. Parmi eux on pourra citer: "L'indépendance confisquée" de Ferhat ABBAS, "FLN mirage et réalité" de Mohamed HARBI, "Où va l'Algérie" de Mohamed BOUDIAF etc. La littérature romancière elle aussi a décrit l'étouffement de l'espérance de l'indépendance avec notamment " La Traversée " de Mouloud MAMMERI, " Le Fleuve Détourné " de Rachid MIMOUNI ou encore "Les Chercheurs d'Os" de Tahar DJAOUT. Aujourd'hui chacun est en mesure de vérifier la réalité du désastre.

En relisant "**Heureux les Martyrs qui n'ont rien vu**" on réalise combien avait raison Mouloud FERAOUN d'écrire dans son "Journal 1954-1962": " nos ennemis de demain seront pires que ceux d'aujourd'hui ".

Puisse cet ouvrage, dont la réédition est rendue possible en Algérie grâce à l'avancée du combat démocratique et pour lequel l'auteur à tant sacrifié, éclairer un peu plus la jeunesse algérienne sur les raisons de ce que nous subissons aujourd'hui.

Abdennour ABDESSELAM

NOUVELLE INTRODUCTION

Lorsque ce livre parut - c'était en août 1963 - les berbéristes de « l'époque héroïque » étaient ou morts - tués par d'autres Kabyles - ou gagnés par le mutisme ambiant. Car, à l'exception du vieux KHELIFATI *Mohand-Amokrane qui vit en* FRANCE, *tous les chantres du berbérisme avaient senti venir l'heure du renoncement. Oui, il était moins dangereux de se dire berbériste à l'époque de la présence française qu'à l'heure de « l'Algérie arabe ». Car, ceux qui combattaient le berbérisme alors - toujours au nom de l'arabisme - ont aujourd'hui la possibilité de faire du mal. Et ils ne s'en privent pas. Je ne pense pas cependant que ce fut la peur qui*

poussa le docteur Aissani à abandonner ses idéaux et par là même à cesser de voir tous ses amis du bon vieux temps. Quant au professeur Mohamed-Cherif SAHLI, *devenu soudain ambassadeur, il écrivit - sans doute pour se dédouaner - un livre*[1] *dans lequel il fustigea les historiens qui faisaient la distinction entre le Berbère et l'Arabe, oubliant qu'il publia un ouvrage brillant sur ce sujet*[2].

Les militants sans culture - les plus nombreux - continuèrent en ce qui les concerne à cultiver les vieux souvenirs, à ressasser les occasions perdues, s'il en fut. Mais la crainte imposa à tout ce monde un silence complice. Seul le « berbérisant » Mouloud MAMMERI *persista à frapper de l'aile contre la vitre close de l'arabisme enveloppant. Mais il le fit à sa manière, je veux dire sans faire de vagues ni même de remous... jusqu'au jour où naquit* AGRAW IMAZIGHÈNE *(Académie* BERBÈRE*). Mais comme le disait l'autre :* this is an other story. *Je disais donc que, face à l'arabisme agressif et*

1. *Décoloniser l'histoire.*
2. *Le Message de Yougourtha,* 1947.

provocant de monsieur BEN BELLA, *toutes les voix, fortes ou faibles, du berbérisme s'étaient bâillonnées. Il était donc à prévoir que ce petit livre redonnerait l'espoir à ceux qui ne l'avaient plus et par là même susciterait l'ire des arabistes, surtout celle de notre B.B. Et cela ne manqua pas, car dès sa parution en août 1963 un mandat d'arrêt fut lancé contre moi et le livre interdit sur le territoire national. Pourquoi* BEN BELLA *est-il aussi bête au point de confondre « islamisme » et « arabisme » ? Il devait savoir pourtant que si le premier est d'inspiration divine, le second est une création des chrétiens libanais qui voulaient - avec l'aide de la* FRANCE *et de l'*ANGLETERRE *- affaiblir l'Islam. Il n'y a rien de plus contradictoire que l'arabisme et l'islam. D'ailleurs si l'arabisme avait du bon, le prophète* MOHAMED l'aurait adopté avant tout le *monde ? Au contraire, il disait :* (la khilaf ma bin aarabi oua aadjami illa bi teqwa). *Sans oublier que ce sont les Arabes, les siens, qui l'ont combattu toute sa vie durant.*

Cette conduite de BEN BELLA *irrita*

sérieusement le président BOURGUIBA *au point qu'il dit au commandant* KACI, *l'ambassadeur du G.P.R.A. à Tunis : (* inaal ddin emmou : *il ne connait pas l'histoire de son pays et il a des prétentions à le gouverner. Depuis quand, en effet, l'*ALGÉRIE *est-elle un pays arabe ?). Cela montre, à mon avis, combien la sagacité du Président tunisien avait été prise en défaut. Il ignorait en effet que c'était le général* DE GAULLE *qui avait décidé de faire de* BEN BELLA *le nouveau* BEY *d'*ALGER. *Et ce dernier lui en fut reconnaissant. Il le montra d'ailleurs lorsqu'ils se rencontrèrent en 1964. Le président* BEN BELLA *salua en effet militairement le général* DE GAULLE. *Normal : il n'avait pas oublié qu'il était adjudant-goumier. Mais ce dessein gaullien eût été un vœu pieux si* BOUSSOUF *n'avait décidé de lui donner consistance. Comme quoi les grands esprits se rencontrent toujours. Oui, je mets sur le même plan l'intelligence des deux hommes. Deux intelligences qui agirent et s'exprimèrent différemment, mais deux intelligences égales quand même.*

DE GAULLE *est un homme de théâtre, il aime la scène.* BOUSSOUF *est un homme des coulisses, un fabricant et, partant, un manipulateur de marionnettes. Et ce n'est pas* KASDI MERBAH *qui me contredirait, lui qui a vécu à l'ombre du grand homme, réalisant ses coups fourrés.*

Curieusement, BOUSSOUF *n'a jamais, à ma connaissance, exprimé, du moins, publiquement, sa préférence pour une quelconque idéologie. Il avait cependant la haine viscérale des Kabyles et tout était bon pour les combattre et les affaiblir. Mais il savait jusqu'où il ne peut aller ; ou alors associer les Kabyles pour, au besoin, leur faire porter le chapeau, quand l'action demande du sang.*

Et quand, à la mort de BOUMEDIENNE, BOUTEFLIKA *voulait reprendre le flambeau, la S.M. fouilla dans ses tiroirs et sortit tous ses ragots - vrais ou faux - qu'elle utilisa en abondance. Il ne fallait pas de fausses notes dans cette partition et* BOUTEFLIKA *- comme s'il ne connaissait pas* BOUSSOUF *- en fut une qu'il fallait éliminer.* BENDJEDID *élu, la S.M. triompha. Pas pour longtemps ; car*

ayant subitement perdu son maître et créateur, je veux encore nommer BOUSSOUF, *elle devint nue, comme son chef le sieur* KASDI MERBAH. *Il paraît que ce monsieur redécouvre ses ancêtres, oui, il est devenu Kabyle. Il est vrai que* BEN BELLA *s'était proclamé lui aussi d'ascendance berbère :* « Tout arrive pour celui qui sait attendre. »

M.A. BESSAOUD

AVANT-PROPOS DE LA PREMIERE EDITION

Le canon tonnait à Birine et à Boghari quand j'écrivais ce livre. Une Maison d'édition parisienne ne me l'ayant pas accepté, des amis se sont proposés de le faire éditer à leurs frais. J'ai refusé, non sans raison : j'attendais que le régime, né du coup de force de juillet dernier, prît une orientation définitive. Aujourd'hui, aucun doute n'est permis : le Kabyle vit les mêmes heures que celles que vivaient ses ancêtres face aux hordes des Beni-Hillal. N'entendez pas par là que je cherche à ressusciter la vieille querelle berbéro-arabe, si savamment entretenue par la France. Je le voudrais, d'ailleurs, que je ne le pourrais pas car les Kabyles sont si sensibles à l'unité de l'Algérie

qu'ils vomiraient celui des leurs qui voudrait y attenter. Leur désir d'unité est tel que, durant cette guerre, ils ont supporté, de la part de leurs autres compatriotes, toutes les brimades, quand ce n'étaient pas des crimes voulus, organisés. D'ailleurs, ne sont-ils pas les artisans et les promoteurs de cette unité ? Un exemple suffira à convaincre les incrédules.

Lorsqu'en 1924 *un comité de* treize *membres se créa et jeta les bases du Parti Nationaliste Algérien, le* seul « *Arabe* » *de ce comité se vit confier la présidence et de ce même comité et du parti qui en découla. Cet Arabe a pour nom Messali. Ainsi, bien avant novembre* 1954, *des Kabyles avaient déjà donné la preuve de leur maturité politique et de leur esprit de sacrifice. Au demeurant, la Kabylie n'était-elle pas en rébellion depuis de longues années ? A partir de* 1940, *des maquisards tels que Laïmeche Ali, Hocine Aït Ahmed, Omar Oussedik, Si Ouali, Ould Hemouda Amar, Si Tahar, Si Mehana, Si Moh Touïl, Krim Belka-*

cem, Amar Ouamrane, pour ne citer que les plus connus, la sillonnèrent de part en part. Et n'oublions pas le plus illustre d'entre eux tous, dont les vieux Kabyles se souviennent encore, je veux nommer Arezki El Bachir, premier maquisard nationaliste assassiné par les colonialistes en 1895.

La Révolution elle-même eût-elle été couronnée de succès si les Kabyles ne s'y étaient donnés corps et âme ? La France, qui connaissait ses adversaires, n'hésita pas à installer son premier quadrillage en Kabylie.

Ce fut ainsi qu'en 1956 *il y avait, et pour la Grande Kabylie seulement,* 504 *postes militaires français.*

Pour illustrer mes propos, laissez-moi vous conter l'anecdote suivante :

« — *Je stationnais avec des camarades français, me dit un de mes contribules, ancien chauffeur de taxi à Paris, quand survint un homme, vêtu avec recherche,*

qui demanda à un camarade, puis à d'autres, de le conduire en un lieu situé hors de Paris. Par peur — il faisait nuit — tous refusèrent. Ne voulant pas agir comme eux, je demandai que la course ne me fût pas payée au compteur et avançai pour cela une forte somme dans le but d'obliger mon client à ne pas recourir à mes services. A ma grande surprise, l'homme accepta ma proposition. En cours de route, il me posa la question suivante :

« — *Etes-vous Kabyle ou Arabe ?*

« — *Je suis simplement Algérien.*

« — *Sur ce point, vous ne m'apprenez rien, vous ayant reconnu d'emblée comme tel, je veux seulement savoir de quelle région vous êtes.* »

Sûr de mes sentiments nationalistes, je convins finalement de ma qualité de Kabyle.

« — *Ah ! les Kabyles ! s'exclama l'homme, quelle valeur ! quelle bravoure ! En Algérie, nous vous devons*

tous nos échecs et toutes nos difficultés. »

Croyant à une manœuvre de division, je protestai.

« — En Algérie, dis-je à mon interlocuteur, il n'y a ni Arabes, ni Kabyles, il y a seulement des Algériens.

« — Voyons, jeune homme, me répondit-il, vous n'allez pas faire croire à l'ethnologue que je suis que les Kabyles et les Arabes font un. Je conviens que beaucoup de ceux qui se taxent hardiment d'Arabes ne sont que des Berbères arabisés. Mais il faut reconnaître aussi qu'en abandonnant leur qualité de Berbère, ils ont adopté tout le caractère de l'Arabe, qui n'est pas reluisant. D'ailleurs, vous n'ignorez pas qu'en Oranie la lutte a déjà cessé ; que partout ailleurs — sauf dans les deux Kabylies — elle s'est nettement essoufflée. »

Je tins mordicus *à ma première réponse, refusant même d'admettre que la*

lutte avait cessé en Oranie. Cela irrita mon client qui, après un brillant hommage rendu aux Kabyles, me dit, comme pour clore la discussion :

« — Je suis André Malraux, ministre de la Culture du gouvernement français. »

Mon but en exposant ces faits, d'ailleurs connus de beaucoup de gens, n'est pas d'élargir le fossé creusé par les honteuses journées de juillet dernier, mais de mettre en garde les princes qui nous gouvernent contre toute décision hâtive concernant l'arabisme. Beaucoup de Kabyles pensent, en effet, que cette doctrine tend à la destruction de leur personnalité typiquement berbère, c'est-à-dire algérienne.

Déjà, de tous côtés, l'assaut est donné contre leur langue que d'aucuns désignent sous le vocable de « Chelha » ou d'« Anglais ».

En plein cœur de la Kabylie, des gendarmes, envoyés pour assurer l'ordre, obligent les gens à se déclarer « Arabes » quand ils ne crient pas, comme ce fut le cas à l'Arbaâ des Ouacifs, « Vive Oran ! ». Oui, Monsieur le Gendarme, vive Oran, mais vive également l'Arbaâ des Ouacifs, petit village aux pieds du Djurdjura, qui a tout donné, tout fait pour l'indépendance de notre pays. Oui, Monsieur le Gendarme, vive la langue arabe, parler de l'Emir Abdelkader, héros national algérien mais vive aussi le berbère, parler de Yougourtha, de Massinissa, de. Koceïla, de Mokrani, eux aussi héros nationaux algériens.

On voit par là que pour réaliser son « Unité Arabe », le Gouvernement de M. Ben Bella doit ou écraser les Kabyles ou s'appuyer sur eux. S'il adopte la première hypothèse, il brisera une Unité en voulant en réaliser une autre. *Si, au contraire, il opte pour la seconde, il lui faudra reconnaître le caractère non-arabe des Kabyles, reporter des mesures inutiles et vexatoires, comme celle qui*

consista à supprimer la chaire de berbère à l'Université d'Alger. A ma connaissance, le Gouvernement français ne s'est jamais complu à supprimer le breton, l'auvergnat, l'alsacien, etc. Nul n'aurait songé, en France, à faire un procès à Frédéric Mistral pour s'être exprimé en provençal. La terrible Albion elle-même permet l'enseignement du gallois dans les limites du pays de Galles et l'Union Soviétique, qu'on imite beaucoup dans notre pays, est une mosaïque de peuples aux parlers très différents.

Et puis, décréter que le Kabyle est Arabe, n'est-ce pas là un non-sens historique ? N'est-ce pas créer, comme en Irak, un problème kurde en Algérie, alors que nous avons intérêt à oublier nos vieilles querelles et à nous unir étroitement pour donner à notre Révolution un contenu humanitaire et socialiste ? L'Histoire est là, qui nous enseigne que l'Arabe est une minorité et que tel qui se croit Arabe n'est qu'un Berbère arabisé. Mais, sur ce point, laissons parler

le plus illustre des historiens arabes, je veux nommer Ibn Khaldoun.

«Nous croyons avoir cité une série de
« faits qui prouvent que les Berbères
« ont toujours été un peuple grand,
« puissant, redoutable et nombreux ; un
« vrai peuple comme tant d'autres dans
« ce monde, tels que les Grecs, les
« Romains, les Perses et les Arabes.

« Telle fut, en effet, la race berbère.
« Mais étant tombée en décadence et
« ayant perdu son esprit national par
« effet du luxe que l'exercice du pouvoir
« et l'habitude de la domination avaient
« introduit dans son sein, elle a vu son
« patriotisme disparaître, son esprit de
« corps et de tribu s'affaiblir au point
« que les diverses peuplades qui la com-
« posent sont maintenant devenues des
« sujets de dynasties étrangères.

« Pour cette raison, beaucoup de per-
« sonnes ont eu de la répugnance à se
« reconnaître d'origine berbère. Et ce-
« pendant on n'a pas oublié la haute

« renommée que les Aureba et leur Chef,
« Koceïla, s'acquirent à l'époque de l'in-
« vasion musulmane ; on se rappelle
« aussi la vigoureuse résistance des
« Zenata jusqu'au moment où leur Chef,
« Ouezmar ben Soulat, fut conduit pri-
« sonnier à Médine pour être présenté
« au Khalif Othman Ibn Offan. On n'a
« pas oublié leurs successeurs, les Hou-
« ara et les Sanhadja, et comment les
« Ketama fondèrent ensuite une dynas-
« tie qui subjugua l'Afrique occidentale
« et orientale et expulsa les Abassides de
« ce pays et gagna encore d'autres points
« à une juste renommée.

« Citons encore les vertus qui font
« honneur à l'homme et qui sont deve-
« nues, pour les Berbères, une seconde
« nature : leur empressement à s'acqué-
« rir des qualités louables, la noblesse
« d'âme qui les porta au premier rang
« parmi les nations, les actions pour
« lesquelles ils méritent les louanges de
« l'Univers : bravoure et promptitude à
« défendre leurs hôtes et clients, fidélité
« aux promesses, aux engagements et

« aux traités, patience dans l'adversité
« et les grandes afflictions, douceur de
« caractère, indulgence pour les défauts
« d'autrui, bonté pour les malheureux...
« Haine de l'oppression, valeur déployée
« contre les empires qui les menaçaient,
« dévouement à la cause de Dieu et de
« la religion.

« *Voilà pour les Berbères une foule* « *de titres qui pourraient servir d'exem-* « *ples aux nations à venir.* » (IBN KHALDOUN, Histoire des Berbères.)

En insistant sur l'importance et le rôle des Berbères en Afrique du Nord, leur patrie authentique, il n'est point dans notre intention de nier l'apport arabe, surtout dans le domaine culturel et spirituel, ni même de nous dresser contre l'Unité projetée. Nous estimons même qu'elle est indispensable pour mieux vivre ou pour survivre. Mais nous n'admettons pas qu'elle soit limitée au seul monde arabe, lui donnant par là un caractère racial qui va à l'encontre des préceptes de notre religion. « Tous

les Musulmans sont frères », dit le Coran, tandis que le Prophète a dit : « Il n'y a pas de différence entre l'Arabe et le non-Arabe » et ceci, bien entendu, dans le cadre de l'Islam.

Si donc le socialisme est une doctrine conforme à l'esprit de l'Islam, il faudrait qu'il fût unanimement adopté par les Musulmans, de Marrakech à Djakarta. Il faudrait créer, non pas la R.A.U. mais l'U.R.S.I. (Union des Républiques Socialistes Islamiques). A ce moment-là, nous ne verrons pas d'inconvénients à ce que notre drapeau, ce drapeau de nos Chouhadas, se confonde avec d'autres, ni même devienne une étoile dans celui de l'Egypte ou du Pakistan.

Certes, l'on m'objectera que pour réaliser l'unité des Musulmans il faudra débarrasser ces derniers des régimes fascistes et monarchiques. Pour ma part, je souscris entièrement à cette thèse, car il est inadmissible qu'un Ibn Séoud se conduise, à l'ère des vostoks, *comme un triste et sanguinaire seigneur du Moyen-*

Age. Mais, l'homme ne vivant pas seulement pour manger, il faudra penser les structures politiques de rechange qui pourront donner la preuve au peuple d'Arabie que le régime du roi le privait de sa liberté.

Ceci est, bien entendu, valable pour d'autres pays tels que la R.A.U. et l'Algérie, où la liberté de l'homme existe à tel point que nous pouvons reprendre, sans exagérer, l'aphorisme fameux du Capitaine Ahardane :

« Nous avons gagné l'indépendance, mais nous avons perdu la liberté. »

Apprendre, en effet, aux habitants de la péninsule arabique à voter à l'algérienne, c'est les exposer au dégoût de la démocratie, régime qui veut des élections libres, auxquelles ils aspirent comme nous y aspirions pendant la guerre.

Les livrer au parti unique, c'est obliger la majorité d'entre eux à s'incliner devant la minorité sans scrupules. C'est

les priver, dès le départ, du seul grand bien que la nature nous a donné : la liberté. Peut-on parler de libération pour un peuple quand, à l'issue d'une guerre coûteuse, il n'est pas maître de ses destinées ? Quand il ne peut pas élire librement ses représentants et choisir, en toute connaissance de cause, le régime qui convient le mieux à sa nature et à son tempérament ?

La liberté (avec majuscule) est tellement précieuse pour l'homme, qu'il sacrifie volontiers sa vie pour elle, chose qu'il ne peut pas faire pour du pain.

Nos montagnards le savaient bien, qui supportèrent toutes les privations pour elle. Oui, pendant six mois, les habitants de certaines régions de la Kabylie n'ont vécu que d'herbes pour ne pas avoir à manger le pain de l'humiliation et du déshonneur. S'ils avaient combattu pour cet aliment, leur combat aurait-il eu un sens ? Pour ma part, j'imagine mal des gens luttant pour du pain et le refusant.

Je me souviens encore de l'anecdote que M. Mahiedine Bachtarzi, l'artiste bien connu, m'avait racontée. En 1955, un journaliste eut une longue discussion avec un vieil Algérien du Djurdjura. Evidemment, le dialogue avait trait aux événements qui convulsionnaient l'Algérie. Heureux d'apprendre que le noble vieillard avait deux enfants qui travaillaient en France, le journaliste posa la question, qu'il crut définitive :

« — Si vos enfants venaient à ne plus travailler en France, que deviendriez-vous, vous et votre famille ?

« — Allez-vous-en, nous mangerons des glands. »

A mon humble avis, pour connaître le prix de la liberté, il faut avoir observé un lion dans une cage. Le regard lointain, l'air absent, la démarche somnolente, triste et lasse, le roi des animaux s'étire, bâille, s'ennuie, d'un ennui « qui avalerait le monde ». L'œil fermé ou mi-clos, il rêve. Oh ! il ne rêve sûrement

pas de chair d'animaux de la savane, puisque des quartiers entiers de viande fraîche lui sont ou lui seront servis. Il pense à ces vastes horizons qui l'ont vu naître et qui sont loin. Qu'on emmène le pauvre animal dans les bois et que l'on ouvre la porte de sa cage au moment même où un abondant repas lui est servi je suis sûr qu'il n'hésitera pas un seul instant à choisir la liberté...

Je termine en disant à l'Algérien qui me taxera de « berbérisme » : « Oui, je suis Berbère. » Je pourrais alors l'apostropher à mon tour : « Mais tu es Arabe, cet Arabe chassé d'Espagne mais qui, néanmoins, réussit à s'incruster chez nous. » Il n'y a qu'une façon, une seule, de ne pas nous jeter ces épithètes au visage :

Soyons seulement des Algériens.

B. M. A.

CHAPITRE PREMIER

Nous étions en 1957. Je venais d'être, sur ma demande, affecté à la Willaya IV. A cette époque, celle-ci jouissait d'un immense prestige auprès des combattants des Willayas limitrophes, principalement auprès des combattants de la Willaya III. La Kabylie étouffait alors sous le règne de l'imbécillité et de l'impéritie, toutes deux rehaussées par des grades et des médailles. Il est vrai aussi que l'usage de ces clinquants remonte au chef de la Willaya, qui trimbalait à travers les djebels kabyles ses médailles de Résistance et du Mérite. Et ne cherchez pas à savoir par qui elles furent remises au récipiendaire. Vous serez

déçu d'apprendre que Krim a été décoré par Belkacem et Belkacem par Krim.

Si les épaules et les poitrines brillaient de mille feux, celle qu'on appelle l'Organisation ternissait, par contre, de jour en jour. Figée, sclérosée dans sa forme première, elle rejetait tout élément pouvant lui insuffler quelque vigueur. On aurait dit que le poussin Krim refusait de percer sa coquille de peur d'affronter de nouveaux problèmes. Le cadre rempli au départ ne souffrait aucune retouche. Et s'il arriva parfois qu'il craquât sous les coups de l'ennemi, on s'empressait de le ressouder, non sans éviter l'introduction d'éléments capables de lui donner de l'éclat.

Si, d'autre part, un officier quelconque voulait organiser quelque chose qui fût de nature à apporter des changements à cette organisation pâle et terne, on le rappelait à l'ordre, s'il n'était envoyé dare-dare à la Willaya IV. En agissant de la sorte, le chef de la Willaya eut-il un but précis ? Pour ma part, je n'ai pas

pu le deviner. Je sais, par contre, une chose : c'est que les vrais révolutionnaires, écartés des responsabilités, souffraient le martyre. Car leurs chefs les plus directs — monuments d'ineptie et d'absurdité — montraient un manque d'initiative déroutant. Beaucoup d'entre eux étaient, d'autre part, si peu courageux qu'il n'était pas rare de voir l'un d'eux abandonner ses hommes au milieu du combat sans qu'il risquât la dégradation. Et, comble de malheur, ils formaient une espèce de caste où toute admission demeurait sujette à la délation et à la flagornerie. Autrement dit, pour être des leurs, il fallait emprunter la voie qu'ils avaient prise. L'égalité qui nous était si chère régnait, mais dans l'imbécillité. Et comme ils avaient tous ce goût immodéré des grades et des médailles, on arriva vite au point que chacun d'entre eux souhaitait la mort de son supérieur immédiat. Il est heureux que, durant cette période cruciale, la grande majorité des combattants gardèrent leur dignité et refusèrent d'adopter des habitudes contraires aux prin-

cipes qui firent la force et la gloire de leurs aïeux.

La Kabylie donc, si vive et si remuante, somnolait. Et tous ceux qui étaient censés la réveiller de sa torpeur et perpétuer son renom, évoluaient sous les ordres de chefs dont les connaissances militaires se confondaient avec l'art de garder le troupeau. Les commissaires politiques n'étaient pas plus brillants. Les réunions qu'ils organisaient étaient parfois sans objet, si ce n'était de rappeler à ceux qui voulaient l'oublier que tel village — la plupart du temps celui d'un des commissaires politiques en question — était mieux que tel autre. Et à qui se plaindre ? A qui dénoncer cet état de choses ? Ce n'était certainement pas à M. Krim qui, dès cette époque déjà, s'intéressait à la politique extérieure du pays plutôt qu'à la direction effective de sa Willaya. On peut, sans conteste, dire que Krim choisit ses hommes non pour gagner du temps, mais pour en perdre. Car les Ahmed Ait Ram-

dane, les Mouh N'Amirouche avaient fait plus de mal que de bien.

Encore s'il condescendait à côtoyer les soudards et les grognards de sa Willaya, pouvait-il prendre le pouls de son organisation et améliorer celle-ci. Mais au lieu de cela, il affichait un air de supériorité qui lui avait aliéné la sympathie de tous les esprits sains. L'on devine donc que livrés à eux-mêmes les cadres subalternes donnaient libre cours à leurs cruelles fantaisies. Les injustices naissaient alors comme les violettes sous les premier rayons du soleil. Les combattants eux-mêmes n'y échappèrent point. Le « minus » que je suis était désigné sous le nom de « fou » par son chef de groupe. Non que je fusse sujet à des accès de démence, mais parce que, en plus des cartouches, j'avais dans ma musette des œuvres d'Anatole France. Je conviens que ce n'est pas là une injustice à proprement parler, mais cela donne une idée des qualités intellectuelles de nos inamovibles chefs.

Bien entendu, des faits graves eurent lieu. L'un d'entre eux m'avait particulièrement affecté, car M. Krim, à qui je le soumis, demeura indifférent. Et le cas n'était pas anodin. Qu'on en juge. Un combattant de l'A.L.N., du nom de Kelloua Rabah, contracta la tuberculose et fut, de ce fait renvoyé dans son village, alors rangé unanimement derrière la Révolution. Le président du Centre Municipal de l'endroit lui délivra, à défaut de pièces d'identité, un récépissé de déclaration de perte, et ce au cours d'un ratissage qui surprit tout le village. M. Kelloua ne fut pas inquiété mais, malheureusement, deux membres de l'organisation politique trouvèrent la mort ce jour-là. L'un d'eux, étranger au village, fut identifié. Pour éviter toute surprise aux parents du défunt et aussi à l'organisation politique dont il était le chef, Kelloua jugea nécessaire de se déplacer pour avertir les uns et les autres afin qu'ils prissent leurs précautions. Le responsable de la région, le Sous-Lieutenant Ahmed N'Ait Ramdane, celui-là même qui désarma un grand

nombre de moussebilines, jaloux de ses prérogatives et de son autorité qu'il crut empiétées, décida de sévir. Mais comme sévir ressemble parfois à sévices, c'était plutôt à ces derniers que s'apparenta sa décision. Il priva, en effet, le malade et des soins que son état réclamait et de sa solde et des allocations que sa famille percevait. En un mot, il déchut Kelloua de sa qualité de combattant de l'A.L.N. Kelloua fit un rapport qui n'eut pas de suite, peut-être parce que M. Krim était occupé à décorer quelqu'un.

J'alertai, à mon tour, ce dernier, avec l'espoir que justice serait enfin faite. Il n'en fut rien. M. Krim se borna, dans une affaire aussi sérieuse qui révolta tout un village, à qualifier son subordonné de fumier, — un fumier où poussaient, sans doute, les espérances de M. Belkacem.

La rage au cœur, le patriotisme heurté, la faim et la maladie, et surtout le danger qui le guettait, obligèrent le « fellaga » Kelloua Rabah, maquisard de

1955, à aller en France où il soigna sa cruelle maladie contractée au service de son pays.

Il y eut d'autres cas, parfois plus douloureux ou plus graves. Aucun ne reçut de solution. Dès lors, pour moi qui concevais la lutte sous le seul angle de la justice, que je persiste à considérer comme essentielle dans un Etat, ma présence en Kabylie ressemblait à une détention. Mais voici qu'à la fin du premier trimestre 1957, Krim s'en allait en Tunisie suivre ses ambitions naturelles. Un vent d'espérance souffla enfin sur le Djurdjura, car son remplaçant, le Colonel Si Nasser, était très apprécié pour sa simplicité, sa bonhomie, dues à une religiosité débordante.

On attendit surtout beaucoup de ses connaissances militaires, car il avait été Capitaine ou Lieutenant dans la célèbre Werhmacht. Tout de suite, je me permis de lui faire des suggestions quant à la réorganisation des structures politico-militaires de la Willaya. La réponse me

parvint par le canal de Si El-Hocine, l'agent de liaison attitré du Colonel. Ce dernier m'y fit part de sa satisfaction et de ses félicitations. Si Nasser n'eut cependant pas le temps de débarrasser la Kabylie de la carapace paralysante que Krim laissa en héritage, car il quitta à son tour cette région pour ne plus y revenir. Du moins eus-je la satisfaction d'obtenir de lui ma mutation à la Willaya IV, où j'arrivai en mai 1957. Cette dernière était alors le pôle d'attraction de tous les combattants des Willayas voisines. Sous la foulée du géant Ali Khodja, les frères Si Lakhdar, Si Mohamed, Si Azzedine, Si Othmane, pour ne citer que ceux-là, marchaient à grandes enjambées. D'un bout à l'autre de la Willaya émergeaient de jeunes cadres aussi compétents que disciplinés.

Celle-ci, en vérité, n'aurait pas dû porter un numéro mais, successivement, les noms de ses fondateurs, je veux nommer Ouamrane, Sadek, M'Hamed. Car jamais Willaya ne porta la marque de ses chefs. Créée par ces hommes prestigieux, elle

garda son cachet des premiers jours. Mais faisons un peu d'histoire.

Au début de la Révolution, le « frère » Bitat eut la lourde tâche d'organiser cette Willaya. Malheureusement, le fameux jour de la Toussaint, il n'eut pas assez d'hommes pour mener à bien les opérations qu'il projetait. Il fit donc appel à la Kabylie — cette pépinière du nationalisme — qui lui en envoya deux cents avec, à leur tête, Amar Ouamrane, alors adjoint de Krim Belkacem. L'attaque de la caserne Bizot ayant échoué, ces hommes — après bien des péripéties — regagnèrent la Kabylie, loin de laquelle ils n'étaient pas en sécurité. Bitat essaya bien de rallumer la flamme éteinte, mais l'ennemi l'emprisonna avant qu'il eût réussi si tant est qu'il eût pu réussir. Il revenait derechef à la Kabylie de planter le drapeau de la « Rébellion » sur les monts du Bou-Zegza et du Zaccar. Comme on le sait, la réussite fut complète, mais l'Histoire retiendra que sans les compétences et les sacrifices de Ouamrane et de ses

adjoints, la lutte aurait difficilement franchi les portes de Palestro.

Les premiers aux combats, les derniers au repos et aux repas, ils suscitèrent dans les rangs de leurs subordonnés un élan d'enthousiasme et d'abnégation qui ne fut jamais égalé nulle part ailleurs. Issus du peuple, et restés « peuple », ces hommes furent bientôt l'objet d'une admiration qui tenait de l'envoûtement. Leur sens inné de l'organisation, leur amour de la justice et de la légalité, qui répondait aux soucis de la masse, leur valut une juste renommée. Et, aussi étrange que cela puisse paraître, ils faisaient reporter la popularité dont ils étaient l'objet sur les plus méritoires de leurs subordonnés.

Ils contribuèrent pour beaucoup dans l'immense popularité dont jouissait Ali Khodja en qui ils ne virent pas, comme cela s'est passé ailleurs, un concurrent. Bien mieux, ils profitèrent des extraordinaires exploits de ce formidable jeune homme pour créer un esprit d'émulation qui porta très tôt ses fruits.

En effet, de jeunes cadres, aussi compétents les uns que les autres, poussèrent comme des champignons et formèrent l'ossature de la jeune Willaya. Et tout cela dans une atmosphère tout de simplicité et de fraternité. Point de clinquants ni de saluts à vous donner le torticolis. Le même refuge, la même soupe. Et les dangers étaient aussi partagés. Les colonels participaient, quand cela était nécessaire, aux attaques contre l'ennemi et assuraient toujours leurs tours de garde. Ceux qui ont vécu cette épopée — il en reste très peu, hélas ! — s'en souviennent comme des premiers jours de l'indépendance. Ce qui frappait le plus dans la Willaya IV, c'était que le critère de classification était la valeur personnelle. C'était la seule Willaya d'Algérie — où *the right man* était *in the right place.* La dignité et la justice, elles aussi, trouvèrent leur compte. Quelques anecdotes suffiront pour convaincre les incrédules.

Le Colonel Ouamrane avait chargé un jour deux soldats de l'A.L.N. de lui rame-

ner un homme qui habitait Blida. A leur retour, ils constata que ses soldats avaient outrepassé ses ordres, à savoir que leur compagnon portait des traces de coups récents. Ses soupçons furent confirmés par l'aveu des deux hommes. Séance tenante, Ouamrane les désarma et les renvoya définitivement chez eux. « Nous combattons pour la dignité de tous les Algériens », leur dit-il, « nous devons la respecter, même dans un traître. » Une catégorie de gens que le Colonel Ouamrane n'aimait pas non plus : les mouchards. « L'A.L.N. n'a que faire des mouchards », disait-il, « leur place est dans l'armée française. » Ses adjoints et successeurs à la tête de la Willaya n'eurent rien à lui envier. Un de mes amis, combattant de la Willaya V, me raconta le fait suivant :

« Au cours d'une mission qui m'avait « été confiée, je tombai un jour sur le « commando de la Willaya IV. Tout le « jour durant, je me trouvai dans l'im- « possibilité de reconnaître le chef de « ces trois compagnies. Je dormis même

« avec elles sans que ma curiosité fût
« satisfaite. Le lendemain, au réveil, le
« commando, au grand complet, pré-
« senta les armes à celui-là même qui
« avait refusé de partager ma petite
« natte, préférant se coucher à mes
« pieds. Ce fut ainsi que je connus le
« Colonel Si M'hamed. Depuis ce jour-
« là », ajouta mon ami, « je n'eus plus
« le courage de reprendre la lutte sous
« les ordres des chefs de l'Oranie.
« N'ayant pas pu obtenir ma mutation,
« je " tombai " malade. Voilà pourquoi
« je suis au Maroc. »

Telle était la Willaya IV où, hélas ! je n'eus pas la chance de rester longtemps à mon gré car, quelque temps après mon arrivée, le Colonel Sadek, que je connaissais depuis le début de la Révolution, m'enjoignit de rejoindre le Maroc où je devais soigner ma pleurésie double à répétition. Et pour ne pas prétexter une quelconque raison, on me confia le commandement d'une compagnie que j'avais moi-même ramenée de Kabylie, afin qu'elle se ravitaillât en armes dans les

bases F.L.N. du Maroc. Le malheur voulut que l'un des hommes — encore inaguerri — se rendit à l'ennemi, dénonçant le caractère et le but de notre mission. Ce fut pour nous le début d'un calvaire qui dura quatre mois et qui ne se termina qu'à la frontière algéro-marocaine. J'ose affirmer que notre passage à travers l'Oranie tint beaucoup plus de la retraite des Dix-Mille que d'une promenade touristique, car dès notre entrée en la Willaya d'Oran nous eûmes deux ennemis à affronter : la France, désireuse de nous couper la route des armes, et l'A.L.N. de MM. Boussouf et Boumedienne, avec son indifférence — et parfois même son hostilité. Le premier, au cours de dizaines de ratissages, nous tua six hommes et nous en blessa un ; le second les anéantit tous. Entendez par là qu'il détruisit en nous cette fraternité et cette union qui faisaient la force de notre Révolution et qui étaient, indubitablement, les gages du succès. De fait, il était fréquent d'entendre dans nos rangs proférer des menaces à l'égard de tout Oranais que le hasard mènerait en Kabylie. Je serais

cependant injuste si je n'excluais de cette animosité, voisine de la haine, deux responsables qui étaient vraiment à la hauteur de leur tâche. Il s'agit, en premier lieu, de Si Athmane, chef de la Zone IV et futur colonel de la Willaya V, et de Si Mourad, qui dirigeait alors la région d'Ain Sefra et qui devint plus tard, sous le nom de Si Moussa, commandant des frontières en Tunisie. J'appris plus tard que le Capitaine Si Athmane et ses adjoints — en total désaccord avec les responsables de la Willaya V, installés à Oujda — avaient demandé au C.C.E. le rattachement de leur zone à la Willaya IV, avec laquelle ils étaient en excellents termes. Malheureusement, l'autorité de l'organisme suprême de la Révolution était beaucoup plus nominale qu'effective. Aussi, pour amadouer M. *de* Boussouf, se garda-t-il de se rendre aux raisons, pourtant valables, de Si Athmane. Quant au Lieutenant Mourad, il fut soumis à tant de tracasseries qu'il s'était demandé si son patriotisme ardent et sincère n'en était pas la cause et si les articles que le jour-

nal *Le Monde* consacra à son bataillon ne l'avaient pas desservi auprès de ses supérieurs hiérarchiques, en l'occurrence Boussouf et Boumedienne, qui préféraient mener la guerre, et ce dès 1956, à partir du territoire marocain.

Le passage de la Zone IV, que dirigeait Si Athmane, nous donna l'occasion de nous réjouir, en ce sens que cette Zone constituait pour nous le prolongement de la Willaya IV, dont nous admirions l'organisation. Les choses, cependant, commencèrent à se gâter dès notre traversée de la Zone VII mais sans prendre cette tournure dramatique qu'elles devaient revêtir une semaine plus tard. C'est que, là aussi, l'influence de la Willaya IV demeurait assez grande.

Pour nous faire traverser la plaine de Tiaret, on mit un guide à notre disposition. Il s'agit du Lieutenant Bakhti, qui venait d'être condamné à mort — ce n'était pas la première fois — ce même Bakhti qui — à la Libération — devait finir comme chef de la zone autonome

d'Oran grâce à la protection de M. Ben Bella. Tout de suite, cet officier indisposa mes hommes par ses manières de Bachaga. A cheval, comme un officier de la Grande Armée, il caracolait en tête de la compagnie, qui ne lui ménageait pas ses railleries, auxquelles il demeurait indifférent, comme un Arabe qu'il est. Finalement, il comprit que la mentalité de ces hommes diffère beaucoup de celle des combattants de l'Oranie. Aussi mit-il un civil à notre disposition tandis qu'il s'en allait au galop dans cette vaste plaine des Hauts-Plateaux. Indisposé par mes quolibets, il songea, paraît-il, à me faire tuer par des éléments de sa zone. Il se limita, cependant à la rédaction d'un rapport qui me valut les félicitations de mes chefs.

Ce fut à Aflou qu'il m'a été donné de connaître la véritable organisation de M. Boussouf, celle qui me fit regretter cette Willaya III que j'avais prise en exécration. Car aucune comparaison ne pouvait être faite entre les deux Willayas. Face à l'organisation de Boussouf, celle

de Krim était d'une absolue perfection. J'ai vu à Aflou des choses qui me laissent encore rêveur. En plein djebel Amour, le chef d'une compagnie que nous rencontrâmes se conduisait, à l'égard de ses hommes, d'une manière encore inconnue de nous. A l'abri dans une grotte qu'il appelait son P.C., une sentinelle veillait à l'entrée de ce trou dont elle en interdisait l'approche. Egalement, une ordonnance préparait les repas du chef qui — cela va sans dire — ne partageait pas la nourriture de ses hommes. Pour que l'un de ceux-ci lui soumît une doléance, il lui fallait utiliser la voie hiérarchique. Toute infraction à ces mesures était punie de cinquante à cent coups de fouet ou de bâton, quand ce n'était pas le tombeau ou le sac bourré de cailloux que le délinquant transportait, à l'heure de midi, d'une colline à l'autre. Il faut croire que le patriotisme de ces gens-là n'avait aucune limite car, en ce qui me concerne, je ne sais pas si j'aurais pu supporter tant d'humiliations. Du coup, je m'étais réconcilié avec Krim, qui n'avait jamais été effleuré par de telles idées. Il est vrai

que même s'il désira employer de pareilles méthodes — ce à quoi il n'a jamais pensé, j'en suis sûr — il se serait heurté à une résistance opiniâtre des combattants du Djurdjura. Ce n'est pas en Kabylie qu'on s'amuserait à battre les gens, tant la dignité a son prix. Pour avoir été seulement injuriés (cas très rares), certains s'étaient rendus à l'ennemi, avec l'approbation tacite de la populatoin, car celle-ci ne conçoit pas de liberté sans dignité, et inversement.

Craignant de tomber sous les balles de ses subordonnés, ce chef de compagnie faisait ses besoins naturels sous la surveillance de son inséparable sentinelle. « O Sadek ! » m'écriai-je à la vue d'une si abominable chose, « que n'es-tu là pour écraser cette vermine » !

On devine tout ce que cette comédie engendre comme drames. C'est dans un tel milieu que se cultive à loisir la délation, bannissant toute critique judicieuse et étouffant toute initiative féconde. C'est ainsi qu'on brise les énergies et les volon-

tés et c'est ainsi qu'on prépare aussi un peuple à toutes les dictatures. Etonnante chose que celle-là : venus combattre pour la liberté, des hommes acceptèrent d'être pour ainsi dire prisonniers sur les cimes de nos montagnes. Ce fut en prenant connaissance de tels faits que je compris pourquoi nos frères oranais se rendaient en grand nombre à l'ennemi au cours d'accrochages. Car le cas dont je viens de parler n'était pas unique, comme on pourrait le croire et comme je l'avais cru assez naïvement moi-même. A travers toute la Willaya V, la dictature était de règle, selon les ordres de saint Boussouf l'Oujdi et de Sidi Boumedienne Zenati.

En présence de tels faits, les hommes que j'accompagnais furent désorientés, car ils étaient étonnés non seulement du sort de leurs frères d'armes mais aussi — et surtout — de l'attitude de ceux-ci à notre égard. Ces derniers ne nous évitaient pas, en effet : ils nous fuyaient. Je ne connus que plus tard la cause de cette quarantaine : Boussouf

avait ordonné à tout combattant de sa Willaya d'éviter notre contact, sous peine de mort. La raison était que nous ne devions pas semer nos idées de liberté et de fraternité, jugées subversives. Il va sans dire que cet isolement dans lequel on nous plongea facilita l'éclosion de sentiments d'où toute parcelle de fraternité était exclue car si pour nos frères oranais nous fûmes des étrangers, pour nous ils étaient des légionnaires. Ainsi de hauts responsables du F.L.N., pour s'accrocher à leurs postes, pratiquèrent ce que l'ennemi avait toujours essayé de semer : LA DIVISION, avec cette différence qu'ils avaient réussi là où ce dernier avait échoué. Souvent, nous nous interrogions, mes camarades et moi, sur les causes de cette froideur. Certains disaient : « Nous sommes, pour eux, des Russes » ; d'autres « que les Oranais luttent pour la seule indépendance de leur région », bref, toutes les suppositions étaient émises et admises. Mais nous étions tous d'accord pour considérer l'Oranais comme manquant de maturité politique. On voit par là

que la France n'était plus le seul objet de notre haine : un nouvel *ennemi* avait fait son apparition dans le champ de nos préoccupations et de nos difficultés. Si c'était cela qu'a voulu Boussouf, et je n'ai aucune raison d'en douter, il peut se vanter d'avoir atteint le but qu'il s'était fixé. Encore si le ravitaillement nous était dispensé sans retenue, pouvions-nous trouver des raisons pour égarer notre haine et faire taire nos ressentiments. Mais, hélas ! tel n'était pas le cas. Sur les cent quatre-vingt-dix-huit hommes du convoi, environ quatre-vingts marchaient pieds nus. En vain demandâmes-nous des chaussures, nos prières s'adressaient à des sourds. Si les combattants que nous étions n'avaient pas l'amour du pays, plus de la moitié, j'en suis sûr, se serait rendue à l'ennemi. Car non seulement nous marchions pieds nus mais nous eûmes aussi à connaître la faim et la soif. La soif parce qu'on nous éloignait des points d'eau pour éviter les détours qui auraient retardé notre passage, qu'on désirait rapide ; la faim, parce que l'on nous avait volontairement

privés de ravitaillement. Vous étonnerais-je si je vous apprenais que nous avions marché cinq jours sans vivres et que la plus petite de nos étapes était de douze heures ? Le cinquième jour, le guide à qui l'on nous confia eut tellement pitié de nous qu'il enfreignit les ordres, pourtant stricts, qu'il avait reçus. Il nous conduisit vers un dépôt de ravitaillement où nous nous restaurâmes à loisir. Nous apprîmes plus tard que l'homme fut traduit devant un tribunal militaire. « Savez-vous, dit-il un jour à mon ami Oudjehane Kaci, » que sans votre " baraka " je ne serais pas, aujourd'hui parmi les vivants ? »

On devine tout le mal que je me suis donné pour seulement atténuer dans l'esprit des combattants les marques de régionalisme qui s'y étaient incrustées et que je savais préjudiciables à l'unité nationale. Pour relever le moral des plus jeunes, je faisais le pitre et le bouffon. J'essayais aussi d'orienter, par des nachids appropriés, leur haine contre l'ennemi véritable. Et cela dans un état

physique plus que pitoyable. Mais, heureuse époque, je m'étais oublié pour ne penser qu'à l'Algérie libre et fraternelle, le but après tant de peine. Il est vrai qu'en ce temps-là notre seul souci dominant — à tous — était la libération du pays. Notre avenir (un soldat en guerre en a-t-il ?) ne nous préoccupait pas. Nous ne combattions pas pour des places, mais pour la liberté. D'autre part, il nous importait peu que Ben Bella ou Krim gouvernent le pays, ensemble ou simultanément, mais nous étions loin de penser qu'un jour ces deux hommes ravaleraient notre pays au rang du Congo.

Par suite d'absorption d'une eau polluée, je contractai une dysenterie. Par bonheur, nous eûmes, ce jour-là, deux guides. L'un d'eux resta avec moi. Pour ne pas continuer à boire de cette eau qui me rendit malade, nous nous déplaçâmes vers le djebel le plus proche. Ce ne fut que le lendemain, vers 10 heures, que nous y arrivâmes. Nous y trouvâmes une section qui jouissait de toutes les commodités du lieu. L'heure du repas

approchant, chacun s'affairait à la préparation de celui-ci pendant que des sentinelles surveillaient les alentours. Affalé contre une roche, le ventre vide et les pieds nus, j'attendis vainement qu'on m'adressât la parole. Seul l'infirmier de la section — à la requête de mon guide — me remit quelques comprimés de Stovarsol comme l'on jette un os à un chien. Tout cela n'était pas nouveau pour moi et ne m'étonnait plus. Mais ce qui me mit hors de moi, c'était que, sous mes yeux, le chef de cette section remit à un civil — sans doute un ravitailleur — une paire de savates tandis que mes pieds séchaient au soleil ardent du Sud leurs larmes de sang. Quelques moudjahidines, visiblement émus, me regardaient de loin avec pitié. L'un d'entre eux alla trouver son chef et lui montra du doigt mes pieds. La réplique fut immédiate : « Tu feras quatre heures de garde. » Et le Vénusien que j'étais ne dit rien. Cependant, l'espace de quelques secondes, j'eus des velléités d'assassin. J'affirme sur l'honneur que j'eusse sans aucun doute tué cet homme sur-le-

champ s'il n'avait pris la précaution de s'écarter de ma vue.

Dès qu'il eut fini de se restaurer, mon guide m'invita à continuer notre chemin en vue de rejoindre mes camarades. Il était environ midi et demi lorsque nous parvînmes au sommet du djebel Mzi où le sous-lieutenant dirigeant la région avait établi son P.C. « Si vous voulez manger du pain », me dit cet homme, « je peux vous en donner, mais je vous conseille de rejoindre vos camarades auxquels nous avons remis dix moutons et des haricots. » Sachant pertinemment qu'il me fallait observer la diète, le méchoui ne m'allécha guère. Je quittai donc ce P.C. non tant pour aller manger mais pour rejoindre mes camarades loin desquels je ne me sentais pas en parfaite sécurité. Je les avais retrouvés dans une situation pénible et triste : sans eau, sous un soleil de plomb que seuls quelques maigres genévriers tempéraient, ils mangeaient leur pain de plusieurs jours avec l'odeur du méchoui — car il y en avait un — que préparait

savamment un groupe de combattants du coin.

Croyez-vous que ceux-ci aient invité leurs camarades à partager avec eux ces quartiers de viande parfumés ? La vérité m'oblige à dire qu'il n'en fut rien. Ils mangèrent autant qu'ils en purent et conservèrent le reste dans leurs musettes. Et comme ils avaient à suivre la même direction que nous, le soir nous nous orientâmes avec l'odeur de leur viande. Nous étions alors à deux étapes du territoire marocain et nous courions plus que nous ne marchions.

Nous nous pourléchions les babines à l'idée des bonnes choses qui nous attendaient après tant de privations. Mais nous pensions surtout aux armes que la plupart d'entre nous allaient étreindre. Loin, devant nous, les sommets du djebel Beni Smyr nous apparaissaient comme une borne indiquant la route du repos dans la paix. Mais il était dit que les dirigeants de la Willaya V nous poursuivraient inlassablement de leur haine et

qu'ils continueraient à dresser tous les obstacles sur notre chemin. Certes, on ne combattait pas en nous les Kabyles, mais l'esprit kabyle qu'on jugeait dangereux et dont la transplantation en Oranie était redoutée. Curieuse position que celle-là. Elle concordait en tous points avec celle de l'ennemi. Car c'est ce même esprit kabyle contre lequel Boussouf et Boumedienne étaient partis en guerre que la France pourchassait en Kabylie en faisant passer sur le Djurdjura le rouleau compresseur de ses terribles ratissages. Ce sera contre ce même esprit que se briseront, du moins je l'espère, tous les promoteurs de régimes dictatoriaux ou militaristes. Et je souhaite aussi que cet esprit s'étende à l'ensemble de l'Algérie, pour fortifier l'unité et l'union que d'aucuns veulent remettre en cause par leurs propos haineux et nuisibles.

Contrairement à nos désirs, la compagnie ne fut pas autorisée à traverser la frontière. Je fus le seul, sur le moment, à rejoindre la terre marocaine, non parce que j'étais sur le point de mourir, mais

parce que j'avais du courrier pour le Colonel Sadek, courrier dont je ne voulais pas me dessaisir. Pourquoi donc ces hommes que la faim, la soif, la fatigue avait réduits à l'état de squelettes n'étaient-ils pas autorisés à rejoindre la terre marocaine, où ils auraient pu se reposer d'une marche de quatre mois ? Pourquoi les avait-on exposés au danger d'un éventuel ratissage dans un pays qu'ils ne connaissaient guère ? La logique aurait pourtant voulu que mes camarades se remissent tranquillement de leur marche épuisante et — chose plus importante — qu'ils s'accoutumâssent aux armes qu'on allait leur remettre, d'autant plus que parmi eux il y avait de jeunes recrues — matière brute qu'il fallait façonner — que la grève des huit jours avait déversées sur les djebels. L'unique et valable raison de cet empêchement était que les dirigeants de la Willaya V avaient craint que quelqu'un ne les utilisât pour réprimer leur insubordination, comme le fit Ouamrane en Tunisie pour punir celle de Mahsas.

Arrivé à Figuig, on me refusa le transfert que préconisait le docteur Baba Ameur. On m'aurait sans aucun doute envoyé à la mort si je n'avais pris la précaution d'alerter le Commandant Salah, qui séjournait alors à Oujda, en introduisant dans le courrier destiné au Colonel Sadek un mot dans lequel j'attirai l'attention de mes chefs sur les menaces qui pesaient sur moi. Immédiatement, Salah saisit Lofti, alors adjoint de Boumedienne, qui nia catégoriquement ma présence à Figuig. Mais ma lettre le confondit. Finalement, je quittai cette ville en compagnie du Lieutenant Abdelatif, de la Willaya IV. Cet officier de valeur — il avait été l'adjoint d'Ali Khodja — avait gagné le Maroc pour purger une peine de prison, à la suite d'un rapport établi par ses soins sur le Lieutenant Amâar, de la Willaya V qu'il surprit forniquant avec une combattante. Conformémemnt aux prescriptions de Boumedienne, alors chef de la Willaya — l'accusateur devint l'accusé — Amâar, lui, gagna à la dénonciation : il fut nommé capitaine. Cela me surprit

car, à l'époque, j'ignorais qu'en Oranie il fallait violer les lois du maquis pour accéder aux responsabilités.

Le Commandant Salah [1] qui me reçut à Oujda me garda avec lui quelque temps. Il constata que mon point de vue sur les buts poursuivis par les responsables de la Willaya V concordait avec le sien. Nous étions, en effet, d'accord pour penser que les ambitions de ces messieurs dépassaient le cadre de leur Willaya et que, visiblement, ils aspiraient à jouer un rôle prépondérant dans la conduite de la guerre et ce en utilisant des moyens condamnables. Cela expliquait les soins qu'ils prenaient quant au choix de leurs subordonnés. Boussouf aimait à dire : « Hitler et Franco se sont entourés d'hommes à eux. » De fait, il appliqua le principe à l'ensemble de son organisation. Mais alors que les chefs fascistes avaient un idéal, les subordonnés de Boussouf n'avaient que des dossiers plus ou moins compromettants, auxquels ils

1. Il devint par la suite colonel et fameux.

étaient attachés comme des prisonniers à leurs boulets. Et pour gagner les bonnes grâces du maître, il fallait se pousser du coude de la servilité. Le Commandant Slimane, le futur négociateur d'Evian, en connaît un bout sur ce point. N'est-ce pas lui, en effet, qui disait : « L'Algérie n'a eu que deux hommes au cours de son Histoire : Boussouf et l'Emir Abdelkader. » Et il attribuait au premier cité toutes les actions d'éclat qui avaient pour théâtre la Willaya V. Mais dans ce monde grouillant de crapauds et de grenouilles, chacun gagnait son grade comme il le pouvait. Et Slimane, lui, ne connaissait pas d'autres moyens, puisque, de mémoire de fellagha, il ne tira pas un seul coup de feu contre l'ennemi. Pour reprendre la formule de mon ami Abdeladin « il faisait du maquillage et non pas du maquis ». Encore s'il avait limité son action à ces seules flagorneries, mais sa férule à l'égard des combattants de sa zone, qu'il dirigeait à partir du territoire marocain, causa la désertion de 700 (sept cents) combattants qui rejoignirent les rangs

de l'armée de libération marocaine avec laquelle nous étions en difficultés. Le Docteur Baba Amâar Abderrahmane, personnalité mozabite, ne dut la vie sauve qu'à une fuite opportune, car Boumedienne, auquel il demanda sa mutation, prit mal la chose. Mon ami le Docteur Yassine m'apprit que la fuite du Docteur Baba Amâar priva le Sud, pendant un assez long temps, du ravitaillement que la population mozabite de Laghouat faisait parvenir à l'A.L.N.

J'ai cessé de lire le journal *El Moudjahid* à partir du jour où j'ai trouvé, associé à celui d'Amirouche, le nom de Lotfi. « Comment », m'étais-je dit, « osait-on comparer ces deux hommes, qui n'avaient rien de commun, sans que le rouge de la honte ne montât au visage de ceux qui faisaient cette comparaison ? » Quand et où le Colonel Lofti combattit-il ? Si le Capitaine Zoubir ne s'était pas révolté contre les dirigeants de la Willaya V, qu'il accusa de diriger la guerre à coups de téléphone, nul doute que le Colonel Lofti ne mourût de mala-

die. Le Bachaga Miloudi, qui connaît bien le Sud, affirmait que les renseignements qui parvenaient à la S.A.S. d'Ain Sefra présentaient Lofti et Slimane comme des « Mademoiselles ». Entendez par là qu'ils prenaient grand soin de leur toilette.

Eh, pardi ! ils avaient tout le temps pour cela puisqu'ils étaient loin du danger. Durant ce temps, le Colonel Boumedienne provoquait les combattants à la bagarre, quand il ne les giflait pas. Le plus étonnant de l'histoire, c'est que ces responsables qui ont battu, avili, méprisé leurs hommes se présentent aujourd'hui comme les défenseurs du peuple ou, plutôt, de l'armée car, pour eux, le peuple n'existe pas puisqu'ils ne l'ont jamais connu.

Ce sont ces individus qui envoyaient à la mort la fine fleur de la jeunesse algérienne qui reprochent au G. payera de diriger l'Algérie à coups de téléphone. Je n'ai aucune sympathie pour la plupart des membres de ce gouvernement,

mais j'avoue que je préfère de beaucoup les coups de téléphone de ces messieurs aux coups de trique du Colonel Boumedienne. M. Ben Bella, qu'êtes-vous allé faire dans cette galère ? Ne fourbissiez-vous pas vos armes contre tous les ennemis de la Révolution ? Ou bien leur avez-vous pardonné prace qu'ils se sont repentis ? En tout cas, leur fréquentation vous a situé : vous n'êtes qu'un ambitieux. Comme tous les autres. Encore eût-il fallu que votre ambition se développât dans le cadre normal des intérêts de l'Algérie. Mais vous avez préféré, pour réaliser votre unité arabe, mettre en péril l'unité de votre pays, qui vient d'être cimentée par le sang de plus d'un million d'Algériens. Mais, là aussi, vos rêves auraient pu être les nôtres si vous n'aviez voulu nous les imposer à coups de canon. Et quels coups de canon ! On n'oubliera pas de sitôt, en certaines parties de l'Algérie, que si le président Nasser nous a remis un petit bateau d'armes en 1955, il n'en a pas moins envoyé deux grands navires, d'armes toujours, en juillet 1962 et que le nombre de morts qui est résulté

de notre lutte fratricide atteint, selon certaines rumeurs, 13 000. Pour en savoir le nombre exact, nous attendons le bulletin de victoire du Colonel Boumedienne.

M. Ben Bella, connaissez-vous Si Méziane Abdallah, l'actuel préfet de Colomb-Béchar et Si Moussa, l'ancien commandant des frontières en Tunisie ? Pour notre part, nous eussions aimé que ces deux riches personnalités fassent partie de votre gouvernement. C'était la seule façon, d'ailleurs, de recueillir, à tous vos projets, l'adhésion de tous les révolutionnaires sincères et patriotes. Au lieu de cela, vous avez avalisé la rébellion du Colonel Boumedienne, qui ne vous aurait pas épargné, lui, s'il avait réussi dans ses desseins.

Nous savons que pour débarrasser la scène politique du fameux triumvirat, il vous fallait des alliés, une force. Au lieu de vous associer les Ouamrane, les Dehiles et tant d'autres qui représentent vraiment quelque chose, vous vous étiez

appuyé sur un état-major qui s'apprêtait à fuir, faisant par là un 13 mai à rebours. De Gaulle est revenu au pouvoir grâce aux Centurions, vous avez voulu l'imiter. Mais alors que le Président de la République Française détient maintenant, tout seul, les destinées de la France, après avoir emprisonné ses généraux, vous êtes, plus que jamais, talonné par le Colonel Boumedienne dont vous regretterez plus tard la brusque ascension.

Mais revenons au Colonel Amirouche. A l'époque de la mort de ce dernier, toutes les personnes que j'ai côtoyées n'ont pas manqué de trouver louche la fin du grand disparu. En ces temps-là, je nourrissais le même soupçon, d'autant plus que je savais que le Colonel Amirouche, avec l'appui de Si M'hamed, refusait de reconnaître l'autorité du Colonel Boumedienne, lors de la nomination de ce dernier au poste de chef d'état-major de l'A.L.N. et réclamait aussi la mort de Boussouf. Ces soupçons semblent aujour-

d'hui trouver quelque consistance pour se rapprocher de la vérité.

En effet, d'après les renseignements en ma possession, il semble que le Colonel Amirouche n'ait pas été victime d'une négligence du service des transmissions de l'Ouest algérien, comme l'a prétendu le commandant adjoint de ce service, mais plutôt d'une action voulue. Il se peut que j'aie mal interprété les faits, aussi vais-je les livrer à mes lecteurs qui pourront les juger à leur tour.

Dès son départ de la Kabylie, Amirouche, par l'intermédiaire de son opérateur radio, entrait en contact avec le F.L.N. de l'extérieur. La veille de sa mort, les chiffreurs de la base Ouest, les « frères » Nacef Amar et Benarab Rachid, utilisèrent un code déjà connu de l'ennemi. Reçurent-ils un ordre en ce sens ou agirent-ils d'eux-mêmes ? Une enquête sérieuse ne manquera pas de le démontrer. Toujours est-il que l'armée ennemie déchiffra le code, connut la teneur des messages et, par-là même, la

position d'Amirouche dans les minutes qui suivirent. Les services d'écoute, aux destinées desquelles présidait Safer Khaled (actuellement contrôleur à la R.T.A.) et Ali Lalemani (un Allemand rallié à la cause algérienne) firent savoir à leurs supérieurs que l'ennemi avait déchiffré les messages adressés au Colonel Amirouche, qu'il avait repéré la position du chef de la Willaya III, qu'il avait ordonné de prendre ce dernier vivant. Rien ne fut fait pour avertir Amirouche. Plus encore. Pour avoir voulu dénoncer cette « trahison », Ali Lalemani purgea un an de prison. Quand on saura que les services de transmission disposaient dans leurs placards de soixante codes non encore utilisés, on ne peut s'empêcher de crier — au risque de passer un an en prison comme Ali Lalemani : « Vous avez tué le Colonel Amirouche, après avoir assassiné Abbane Ramdane. »

CHAPITRE II

Si la mort de Larbi Ben M'hidi ouvrit à Boussouf les portes de l'Oranie, l'arrestation de Boudiaf lui laissa le champ libre au Maroc. Normalement, la Fédération F.L.N. du Maroc dépendait du seul C.C.E. Si Allal, le chef de celle-ci, n'avait donc aucun compte à rendre à Boussouf, en ce sens qu'ils avaient le même grade. Mais Boussouf ne l'entendit pas de cette oreille. Il enjoignit à Si Allal de quitter le Maroc *illico presto*, l'accusant d'avoir eu des rapports sexuels avec une jeune Algérienne. En vain Si Allal se défendit-il contre cette *fausse* accusation ; il fut jeté comme un paquet de linge sale dans un avion en partance pour Tunis. Si Allal peut s'estimer heu-

reux d'être encore de ce monde, car le Boussouf des années 1957 et 1958 n'écartait aucun individu de son passage : il l'écrasait.

Bien curieuse conception du règlement éfélène que celle de Boussouf. On lui envoie un officier — le sieur Bakhti — deux fois condamné à mort, dont une pour viol d'une fillette de 14 ans, il en fait un capitaine que M. Ben Bella nommera, plus tard, chef de la zone autonome d'Oran, et il renvoie un haut responsable du F.L.N., du même grade que lui, en l'accusant faussement d'avoir eu des rapports avec une femme en âge d'en souhaiter.

A la place de Si Allal, il désigna un nouveau responsable, à qui il donna le grade de « colonel », faisant de la Fédération une Willaya ! Le Colonel Abdeldjelil, *alias* Maâchou, eut pour adjoint le Commandant El Mehdi, dit Mabed, ou ma bête. Pendant près de deux ans, le colonel et le commandant se couvrirent de tant de gloire qu'ils en furent

paralysés, à tel point qu'ils ne pouvaient pas sortir. Le colonel n'était visible que de quelques rares amis auxquels, je suppose, il présentait sa main à baiser. Il avait comme directeur de conscience le Cheikh Kheirredine, qui avalisait tous les actes par la récitation de versets du Koran et une fetwa de vieux taleb. Rendons cependant cette justice au « Colonel » Abdeldjelil qu'il comprit plus tôt que tous les autres que si tous les chemins mènent au pouvoir, celui qu'avait emprunté Boussouf passe d'abord par le Purgatoire.

Maîtres de l'organisation éfélène du Maroc, le « colonel » et le « commandant » procédèrent à l'épuration de celle-ci. Ils remplacèrent, en effet, tous les anciens responsables locaux par des nouveaux et, pour ne pas déroger, ils les choisirent parmi les anciens amis de la France au Maroc. Cette décision porta un rude coup à notre Révolution auprès des populations marocaines. D'un jour à l'autre, les cotisations qu'ils fournissaient baissèrent, tandis que la vieille

haine de l'Algérien ressurgit. Comment, en effet, aimer ou donner son argent à celui-là même qui vous bastonnait au nom de la France ? Comment prêter attention à des propos anti-français tenus par ceux-là mêmes qui avaient aidé la France à asseoir son autorité au Maroc ? Qu'on imagine un Bachaga d'origine marocaine, exerçant ses fonctions en Algérie avec l'art que l'on connaît, et qui viendrai demander au peuple algérien indépendant une aide pour le peuple marocain en lutte pour sa liberté. Avec le caractère que je connais aux Algériens, je doute fort que le Bachaga retourne chez lui en paix.

Un de mes amis, responsable du service social du F.L.N. dans une importante ville du Maroc, m'a raconté le fait suivant : « Voulant une habitation pour « l'accueil de jeunes réfugiés venant de « France, je demandai à un Marocain « de me louer un immeuble. Après qu'il « eut appris que je n'avais pas connu « le Maroc du protectorat, il m'offrit cet « immeuble gratuitement, et ce jusqu'à

« la fin de la guerre, mais à une condi-
« tion : que le responsable local du
« F.L.N. — un ancien Algérien du
« Maroc — n'y mette jamais les pieds.
« Comme la chose était impossible,
« l'homme refusa de me louer la mai-
« son. »

Après le départ de Si Allal du Maroc, que pensez-vous que fit le C.C.E. pour punir l'homme dont les décisions contrastaient avec les siennes ? Il en fit un des siens ! Vous étonnez-vous maintenant que des dissensions aient pu naître entre ces messieurs, qui récompensaient l'insubordination ?

L'élimination des anciens responsables de la Fédération achevée, il fallait se pencher sur le sort des militants de la base. On le fit d'une façon touchante. On créa, en effet, à leur intention, le camp de Khemisset, dont le « commandant » Mehdi était le directeur nominal. Camp de Khemisset ! Combien d'athées as-tu créés ? De combien de meurtres, de combien de tortures étais-tu le témoin ?

Parle et dis aux Algériens qui ne t'ont pas connu que les meilleurs parmi les militants de la cause nationale y furent bastonnés, fouettés, jetés nus dans des cachots préalablement inondés, quelle que soit la rigueur du temps ; que les épluchures de pommes de terre étaient un dessert de choix à ceux qui n'avaient à manger que quelques maigres carottes nageant dans une eau bouillie. Camp de Khemisset, te rappelles-tu de D..., dit le colonel ? Il avait, souviens-toi, hébergé un responsable du feuleuneu qui ne tarda pas à employer tout son temps à la séduction de son hôtesse. Bien sûr, par crainte du scandale, D... se garda de claironner sa triste mésaventure, mais ne pouvant pas chasser de chez lui ce responsable, il prit la seule mesure qu'il jugea utile : il ne sortait plus sans son hôte « obligatoire ». Il abandonna même le travail pour ne pas laisser le champ libre à ce dernier. Mal lui en prit, car cette mesure inoffensive irrita notre responsable qui s'en plaignit à ses supérieurs. Ce fut pour cette raison, camp de Khemisset, que tu connus D..., dit le

Colonel. Et pendant son absence — qui dura onze mois — il fut remplacé chez lui dans tous ses devoirs d'époux, et il n'est jusqu'à ses effets personnels qui ne fussent utilisés. Lorsqu'on lui permit enfin de te quitter, camp de Khemisset, on voulut l'obliger à rejoindre sa chère épouse. Il s'insurgea. Il était temps...

J'ai dit plus haut que les nouveaux responsables locaux étaient des anciens amis de la France au Maroc. Mieux que cela encore : certains s'étaient sauvés d'Algérie pour échapper au châtiment que l'A.L.N. voulait leur faire subir. Deux cas, parmi tant d'autres, illustreront mon affirmation. Le premier m'a été raconté par Ben Boudinar Abdeslam, ancien membre du Comité fédéral, ancien responsable du F.L.N. de la zone Nord du Maroc. Alors qu'il était responsable à Tanger, on lui signala l'arrivée de deux jeunes époux venus d'Oran passer quelques jours chez des parents. L'interrogatoire révéla que la jeune femme s'était sauvée d'Oujda quelque temps auparavant alors qu'elle était

secrétaire de la Willaya V. Ben Boudinar informa immédiatement cette dernière. La réponse de Boussouf fut nette et péremptoire : « Arrêtez ces deux jeunes gens. » Les policiers du F.L.N. qui procédèrent à cette arrestation voulurent abuser de la jeune femme. Leur responsable s'emporta et les menaça de sanction. Quelques mois plus tard, Ben Boudinar fut interpellé dans les rues de sa ville par un jeune homme qu'il n'eut pas de mal à reconnaître, lequel jeune homme tenait à le remercier d'avoir préservé l'honneur de son épouse.

« — Qu'est-elle donc devenue ? » demande Ben Boudinar, qui venait d'être destitué de ses responsabilités.

« — Elle est avec moi à Marrakech », répondit le jeune homme.

« — Que fait-elle ? »

« — Je suis nommé responsable dans ladite ville et elle me seconde dans ma tâche. »

A cette époque-là, les responsables locaux touchaient une mensualité de 40 000 francs plus la possibilité de s'enrichir, alors que le maquisard impotent percevait 500 francs[1] par semaine.

Que la Révolution repose en paix dans ta bourse pleine, bourgeois algérien. En ce qui nous concerne, il y a bien longtemps que nous l'avons vue mourir au Maroc sous les coups des Boussouf, Boumedienne et consorts.

Le second cas se rapporte à un policier venu d'Oran et convaincu de trahison. Après vingt jours de détention à Khemisset, il fut nommé adjoint au Commandant Keniche — un vrai, de l'armée française — chargé de l'instruction militaire des jeunes gens venus de France. Ne voulant pas obéir aux ordres du commandant, il demanda et obtint qu'il s'occupât lui-même d'un bataillon. Finalement, il fut désigné comme responsable du F.L.N. à Mogador. Faut-il, après cela,

1. En francs anciens, c'est-à-dire 5 francs d'aujourd'hui.

s'étonner de la multiplicité des renseignements qui parvenaient à l'ennemi, ni des disparitions de fonds maintes fois dénoncées par des militants de la base ? A ce propos, je voudrais vous raconter cette anecdote.

Mon ami Ouadahi Abdelkader, instituteur, secrétaire des S.M.A. au Maroc, fut chargé — du temps de Abdeldjelil — par M. Boussouf lui-même, de tenir la comptabilité de la Fédération. Il trouva au local de l'organisation, à Tétouan, tous les bijoux que les femmes algériennes du Maroc offrirent au F.L.N. dans un élan patriotique. Sans conteste, il y en avait pour plusieurs dizaines de millions. En bon comptable, Ouadahi commença à étiqueter ces bijoux et à les porter dans ses registres avec leurs numéros adéquats. Cette mesure, normale et nécessaire, souleva une tempête de protestation générale. « Comment », lui dit-on, « osez-vous nous soupçonner de vol, nous, les patriotes, les... » Et l'on exigea son renvoi, qui fut obtenu. Comment ne pas soupçonner de vol ceux qui s'opposaient à la

comptabilisation des biens de la Révolution ? Et que dire de Boussouf, qui s'est incliné devant cette exigence... exigeante ? Et puis songez maintenant que chaque mois l'argent rentrait dans les caisses du F.L.N. par dizaines de millions sans que les militants aient droit de regard. N'oublions pas que les cotisants les donnaient sans reçus ce qui, sans aucun doute, facilitait toutes les opérations louches. Et l'on se demande, sans cela, à quoi servit tout cet argent puisque les combattants étaient alors hébergés par les familles algériennes installées au Maroc. Qu'on ne me dise pas qu'on l'avait employé à l'achat de plastique puisque j'ai vu deux quintaux de cette matière — il suffit de quatre cents grammes pour détruire un char — entreposés dans une cave de la mine de Djerrada (Maroc), au grand dam de celui qui les avait récupérés et qui attendait depuis trois mois déjà qu'on vienne enfin les prendre. Ce jour-là, j'ai pleuré sans honte, m'étant souvenu de mes camarades de l'intérieur pour lesquels un kilo de plastique représentait tant

de victoires. Ces derniers ressentaient souvent amèrement la valeur et le prix de l'arme, quelle qu'elle soit, quand leurs moyens ne leur permettaient pas d'atteindre un objectif avec des armes autres que le fusil de chasse !

CHAPITRE III

L'opinion commune au Maroc était que les belles voitures qui sillonnaient les routes appartenaient au F.L.N. Mais ce que beaucoup de gens ignoraient, c'était qu'une grande partie de ces voitures était volée. Bien plus, le vol était si bien organisé qu'il était impossible, sinon difficile, de reconnaître sa propre voiture après qu'elle eut fait un passage dans les garages du F.L.N. Et l'on ne visait pas seulement des Français — chose que je n'approuve pas aussi — mais nos amis eux-mêmes. Qu'on en juge. Un officier de l'armée royale, ex-maquisard du Rif, aidait, dans la mesure de ses moyens, la Révolution algérienne. Il s'était mis à la disposition du F.L.N. une bonne fois

pour toutes. On jugea sans doute que ce n'était pas assez puisqu'on lui vola sa voiture. Le comble, c'était que quelqu'un, qui ignorait l'affaire, l'invita un jour à y monter. Comme vous le pensez, il la reconnut, ayant laissé dedans des petits riens qui avaient achevé de l'édifier. Il eut la gentillesse de ne pas porter plainte, mais, dès ce jour-là, la Révolution perdit en lui un de ses meilleurs amis. Quand j'ai appris cette histoire, je me suis rappelé la sacoche de la S.A.T.A.C. que nous jetâmes au feu afin d'éviter à l'A.L.N. toute comparaison avec le banditisme. Et je me dis aussi si ce n'était pas Pierrot le Fou qui présidait aux destinées du F.L.N. au Maroc ?

Parallèlement à ces vols de voitures, qui allèrent jusqu'à l'assassinat, on créa une police spéciale chargée de contrôler les faits et gestes des meilleurs militants (les mauvais étant au pouvoir). Et il ne suffisait pas, pour être arrêté, de dire « je veux », mais « je pense ». « Je suis mais je ne pense pas » était la seule devise tolérée. Et pendant qu'on se

livrait à la chasse aux patriotes, l'ennemi installait tranquillement ses réseaux de renseignements. Et si, par hasard, un Algérien en signalait un, on se contentait, pour le détruire, de le dénoncer triomphalement dans le journal *El Moudjahid*. En quelque sorte, on se bornait à indiquer à l'ennemi les sources de renseignements. D'autre part, si de par ses fonctions au sein du service de renseignements français, un Algérien voulait faire son devoir, des lettres anonymes le signalaient à l'ennemi. De plus, chacun de ces messieurs voulait être la boîte aux renseignements pour mieux gravir les échelons de la flagornerie. Ce fut ainsi que des renseignements intéressant l'ensemble de la Willaya ne furent pas exploités. Devant cette carence, les agents ennemis déployaient toutes les ruses dont ils étaient capables. Ce fut ainsi que deux d'entre eux furent, durant de très longs mois, secrétaires de la Fédération éfélène du Maroc. Ils auraient pu continuer leur travail plus longtemps encore — malgré les rapports d'Algériens perspicaces — si les Marocains ne les avaient

expulsés, avec preuves à l'appui. Pendant ce temps, le Commandant Mehdi, dans la pure tradition du Far-West, se livrait à tous les actes que lui dictait sa fantaisie. Il n'est jusqu'au sieur Mansour, ancien membre du Comité fédéral, futur responsable de la logistique au Maroc, qui n'essuya cinq balles de revolver de la part du commandant. Si cela vous intéresse, sachez que ces deux hommes se portent toujours bien, et sont tous les deux « commandants », le « commandant » Mansour ayant peut-être réussi à supplanter son adversaire auprès du maître. Ma Bête n'était pas le seul à jouer du revolver. Tous les dirigeants imitaient Boussouf et Boumedienne en cela. Il n'est jusqu'au vieux taleb Kheirredine — Charredine, disaient de lui les Algériens du Maroc — qui ne jouait du pistolet.

Mais, à ma conanissance, il ne tira sur personne, même pas sur le ridicule qui l'enveloppait. Seulement il ne fallait pas ignorer ses qualités ès dirigeant. Il pouvait se mettre alors dans une de ces

colères à faire frémir le Cid lui-même. Pour n'avoir pas reconnu la voix du cheikh, sans doute parce que le téléphone lui avait donné un autre timbre, un responsable d'une importante ville du Maroc s'entendit copieusement injurier. Pour le malheur du cheikh, son interlocuteur n'était pas de ces hommes dont la dignité souffrait le compromis. Il lui rendit ses injures au centuple, avec promesse de lui attifer les moustaches à la première occasion. Tartarin de Kheiredine se confondit sur-le-champ en excuses qu'il réitéra face à face quelque temps après. Un jour que l'ambassadeur tunisien offrit une réception au corps diplomatique, Kheirredine y participa en qualité de représentant de l'Algérie. Bien entendu, le champagne et la limonade voisinaient dans le même plateau. Par manque momentané de boisson gazeuse, le cheikh saisit une coupe de champagne et s'en fut trouver l'ambassadeur tunisien, en pleine discussion avec certains de ses invités, parmi lesquels se trouvaient des musulmans que le champagne ne rebutait pas. « Si Zouhir », cria le cheikh à

l'ambassadeur tunisien, Si Zouhir, « me connaissez-vous donc comme buveur de champagne ? Vous savez bien que je ne consomme pas d'alcool. » Irrité par ce manque de savoir-vivre, l'ambassadeur lui répondit : « Comment, cheikh Kheirredine, avez-vous pu oublier qu'à diverses reprises nous vous avons ramené chez vous dans un état d'ébriété manifeste ? »

Assommé par une réplique aussi brutale, le cheikh « rejoignit » sa place avec « dignité ». Les maquisards algériens qui mouraient par milliers pouvaient, en partant, avoir la consolation d'être représentés honorablement au Maroc par le grand Moudjahid Kheirredine.

Aux dernières nouvelles, ce « combattant glorieux » est député à l'Assemblée Nationale Constituante, où il pourra utilement prononcer ses sermons contre l'alcool et ses succédanés.

CHAPITRE IV

La Fédération éfélène du Maroc s'arrêtait aux portes de Taza, ville limite entre ce qu'il est convenu d'appeler les deux Maroc : l'occidental et l'oriental. Si le premier dépendait du « colonel » Abdeldjelil, le second servait de base arrière à la Willaya V et, par conséquent, dépendait du chef de celle-ci. Aux premiers temps du règne de Boussouf et de Boumedienne, c'est-à-dire de 1956 à 1958, les principaux responsables pour Oudjda et sa région étaient Abdelkrim pour la politique et Rabah pour la police. Bien entendu, ni l'un ni l'autre n'avait de qualification pour accomplir leur tâches respectives. En brave homme qu'il était, Abdelkrim reconnaissait son impéritie et

se démenait comme un diable pour réaliser sa tâche. Sans conteste, il était le meilleur de toute la bande. Mais pour Rabah, les gens sont trop sévères. Pendant longtemps, en effet, et jusqu'à maintenant, je suppose, il était dans tout le Maroc synonyme de crimes et de tortures. Car on lui fit faire toutes les sales besognes qui font frémir les consciences. N'avait-il pas exécuté son oncle sans aucun motif valable, uniquement parce que ses chefs le voulaient, on devine dans quels buts ?

A partir de ce jour-là, Rabah fut une loque, incapable de se soustraire aux ordres barbares de ses supérieurs. Il en souffrit, je l'ai su. Ne m'avait-il pas avoué, en effet, qu'à son âge — plus de 40 ans — il ne pouvait pas passer la nuit seul dans une pièce. Devant l'explication que je lui ai fournie, à savoir que sa conscience souffrait... de traumatisme, il me répondit : « Hélas ! que n'ai-je fait pour la Révolution qui ne fut contraire à mon sens de la justice. » Il est vrai que ce repentir n'était dicté que par la peur

d'être attenté par quelqu'un qu'il craignait, car dès la rébellion caractérisée de Boumedienne, il rejoignit l'état-major, qui lui offrit une nouvelle responsabilité dans le cadre de la réorganisation de l'A.L.N.

Rabah me raconta aussi comment son jeune fils trouva la mort.

Tous ceux qui ont approché Boussouf et Boumedienne au temps de leur puissance vous diront que jamais, au grand jamais, ils ne virent ces deux messieurs — je suis poli — sans leurs revolvers ou des grenades. Tels ces truands du Far-West — au diable la politesse ! — auxquels le cinéma nous a accoutumés, nos frères « haut placés » jouaient de leurs armes dans le but évident d'intimider leurs visiteurs et d'étouffer en leurs collaborateurs les plus immédiats toute velléité de critique. Ces méthodes, qui assirent leur autorité, Boussouf et Boumedienne les employèrent jusqu'à un passé récent. Pis encore. Ces mœurs al caponiennes égayèrent les réunions du

G.P.R.A. En effet, le Ministre des Affaires Nord-Africaines dans le gouvernement Abbas, M. Mehri, déclara, au cours de la réunion du C.N.R.A. du 20 août 1959 que si le G.P.R.A. n'était pas efficient au gré de certains des congressistes, c'était parce qu'il n'employait son temps qu'à régler les querelles de Boussouf, Ben Tobbal et Krim dont les revolvers tenaient lieu de dossiers sur la table du conseil. Mais ces jeux virils, inaugurés par Boussouf et Boumedienne, n'étaient pas sans causer des accidents. Le fils de Rabah trouva la mort en assistant au tournoi de dextérité qu'organisa Boussouf. Le pauvre gosse, au grand dam de ses parents, resta sans sépulture pendant quatre jours. Pauvre Rabah, toi que les gens considéraient comme un bourreau, tu n'étais qu'une victime !

A l'instar de leurs compatriotes de l'occidental, les Algériens de l'oriental connurent la pire des tyrannies, à tel point qu'il n'était plus possible à l'un d'eux de s'ouvrir à ses meilleurs amis tant la suspicion régnait en maîtresse

sur l'ensemble des rapports que les gens nouaient entre eux. Ainsi, le F.L.N., qui s'était donné pour mission la libération de l'Algérie du système d'oppression coloniale, emprisonna les Algériens dans un cadre de peur, de délation et de servitude digne des pires régimes totalitaires tant décriés par l'opinion mondiale. Je rends ici un hommage particulier à la majorité de ces Algériens qui ont supporté stroïquement, par amour de leur pays, une dictature aussi ignoble qui n'a profité qu'à l'ennemi. Ils se seraient rendus au consulat de France que leur geste serait compréhensible, excusé même. Car il était difficile — sans une formation politique sûre — de supporter une tyrannie qui allait à l'encontre de nos principes révolutionnaires.

CHAPITRE V

Les trois premières semaines de mon séjour à Oujda se passèrent sans histoires. D'abord parce que je ne pouvais pas sortir, ensuite parce que le Commandant Salah, désireux de ne pas envenimer les rapports déjà tendus qui existaient entre les Willayas IV et V, m'incitait aux respects des règlements institués à Oujda, règlements qui n'autorisaient la sortie des combattants que deux fois par semaine. Mais dès que je pus marcher, le Moujahid que j'étais — au sens littéral du mot — refusait d'être soldat et n'admettait aucune discipline si elle n'était dictée par l'intérêt national. Tel n'était pas le cas.

Dès mes premiers pas dans la ville, je me rendis compte que j'étais pisté. Ma susceptibilité se hérissa, mais je me doutais fort bien que ce n'était pas mon patriotisme qui était mis en doute, mais ma sympathie à l'égard des chefs de la Willaya, qui tenaient peut-être à s'assurer de mes fréquentations. Car on craignait beaucoup que la présence des éléments « kabyles » n'amenât l'éclatement des structures oppressives installées avec peine. De fait, l'inquiétude du « colonel » Boumedienne était justifiée, car les quelques rares blessés des Willayas III et IV soignés à Oujda avaient suffi, par leur constant souci égalitaire, à créer un sentiment de révolte chez leurs frères oranais. C'était sans doute pour cela que la plupart des blessés de la Willaya IV étaient livrés à eux-mêmes lors de leur passage en Oranie et que très rares étaient ceux qui parvenaient à Oujda, ce qui obligea le Colonel Si M'hamed, le successeur de Sadek, à demander la tête de Boussouf et celle de Boumedienne et, surtout, à garder ses blessés

dans l'Ouarsenis quand il ne les envoyait pas en Tunisie.

Mais comment les «Kabyles » ne pouvaient-ils pas se révolter devant les injustices dont ils étaient les victimes ? Demandaient-ils des vêtements, on leur donnait des vieilles nippes quand on ne leur en refusait pas carrément. Il n'était jusqu'aux soins qui ne leur étaient marchandés sous prétexte que les médicaments des Willayas III et IV étaient en Tunisie.

L'indépendance des Wilayas était, sans conteste, la plus grande catastrophe que la Révolution ait effleurée. Elle fit éclore bien des luttes intestines qui auraient pu être fatales à cette dernière si le peuple algérien n'avait acquis cette maturité politique qui émerveille le monde. Le mal demeura latent jusqu'au jour de l'indépendance, où il éclata au grand jour, sous la pression de M. Ben Bella, soucieux de faire triompher ses vues au détriment de l'unité nationale, réalisée dans le sang. Cette indépendance des Willayas démon-

tre, en tout cas, que si les neuf chefs historiques avaient essayé, au départ, de confronter leurs points de vue sur tous les problèmes qui se posent à une jeune nation et même tenter de se donner un chef sorti de leur rang, la Révolution n'aurait pas eu lieu, du moins pas en novembre 1954. Leur rivalité actuelle indique que s'ils étaient d'accord sur le déclenchement de la lutte, chacun avait cependant l'arrière-pensée — c'est mon humble avis — de la canaliser à son profit. Car la direction collégiale instituée au départ peut être interprétée comme un signe de méfiance réciproque ou, à tout le moins, une connaissance superficielle des révolutions précédant la nôtre. La direction collégiale — source de jalousie et de suspicion — suscite des intrigues qu'un peuple en guerre et, de surcroît, occupé, ne peut pas se permettre. Ce n'est même pas un luxe pour les vieilles démocraties. Là est, selon moi, la tare originelle.

Je disais donc que les médicaments étaient refusés aux combattants des Wil-

layas de l'intérieur. La raison ? Boumedienne était en désaccord avec Sadek, qui lui reprochait de battre les djounouds, et Boussouf n'aimait pas Krim. Ainsi, parce que ces messieurs n'étaient pas d'accord, des blessés de l'A.L.N. n'avaient pas droit aux soins. Mon frère de combat Oudjehane Kaci, lors de son arrivée à Figuig, se plaignit au Commandant Slimane, adjoint au Colonel Boumedienne et futur négociateur d'Evian, du refus des soins que l'infirmière — aspirante Nadhra — (à quoi aspirait-elle, celle-là) lui opposait.

« — Mon petit », lui dit le commandant, « en tant qu'hôte de notre Willaya, vous n'avez pas droit aux réclamations. Contentez-vous seulement de ce que l'on vous donne. »

« — Mon commandant », répliqua Kaci, « je refuse d'être votre hôte, je me considère comme votre prisonnier. »

Ainsi, que ce fut à Oujda ou à Figuig, la consigne était la même : diviser les esprits.

Les premiers temps, cela réussit, car nous ignorions que les Oranais n'étaient pour rien dans tout cela. Ils étaient même les victimes, au même titre que nous, puisqu'à l'intérieur de l'organisation on favorisait telle région aux dépens de telle autre. Les combattants de la région de Nédromah, par exemple, jouissaient de toutes les faveurs de la Willaya. Ce fut d'ailleurs pour cette raison de favoritisme que mourut Mokhtar, des maquis de Turenne. Mais avant de connaître ce mic-mac, mon mépris était sans bornes vis-à-vis des Oranais. Je me refusais même à voir en eux des hommes puisqu'ils supportaient une telle dictature. Le hasard a voulu qu'on me plaçât chez un avocat d'Oujda, un Algérien, bien sûr, qui souffrait comme nous tous de la prolongation de cette situation catastrophique. « Mohamed », me dit-il un jour, « je vais te faire connaître de véritables révolutionnaires. » Et, en compagnie de Mohamed El Blidi et du Docteur Baba Amaâr, nous nous rendîmes à la Moulouya, où vivaient lesdits officiers. Mis en confiance par notre qua-

lité de combattants de la Willaya IV et aussi par la présence de M* Triqui, qu'ils connaissaient bien, les trois frères dont il s'agit nous firent une analyse de la situation de la Willaya V qui nous étonna. Pour la première fois, en tout cas, je pus situer les responsabilités de chacun dans cet enchevêtrement d'arrestations, de plaintes et de tortures.

Les officiers que j'eus en face de moi étaient de ceux que Ouamrane et Sadek estimaient à leur juste valeur. Il y avait Si Seddik, *alias* Mogali Ali, originaire de Palestro, où il prit le maquis le 22 avril 1947 (mil neuf cent quarante-sept), Mahmoud et Ben Miloud, ces deux derniers sortis de l'école militaire de Cherchell et anciens combattants d'Indochine. Ceux-ci, comme celui-là, font partie de cette catégorie d'officiers que Boumedienne vouait aux gémonies. Mahmoud, surtout, était, au point de vue militaire, d'une compétence telle que l'A.L.N., durant toute la guerre, n'avait pas compté plus de dix officiers de sa trempe. Sans conteste, il dépassait Ali

Khodja, qui fit les beaux jours de la Willaya IV. Ses exploits dans la région de Nemours relèvent du domaine de la légende. Sa tête fut mise à prix par l'armée française. Et il s'en fallut de peu que le Capitaine Rachid, son chef, ne la leur remît, sans bourse délier. Nommé, en effet, adjoint militaire de ce dernier, il réorganisa l'A.L.N. de l'endroit sur de nouvelles bases, accordant une place primordiale au problème des cadres, jusque-là négligé.

Du jour au lendemain, les groupes devinrent plus combattifs, plus acharnés. Evidemment, l'ennemi renforça sa défense et organisa ses premiers grands ratissages. Se sentant de moins en moins en sécurité, le capitaine contrecarra les efforts de son adjoint. En vain Mahmoud fit appel à Boussouf. Celui-ci resta de marbre... jusqu'au jour où il fit venir Mahmoud à Oujda, sans doute pour qu'il répondit de son dynamisme et de ses actions d'éclat. Le hasard voulut que Mahmoud ne vînt pas seul au Maroc. En effet, l'un des bataillons qu'il avait

organisé le suivit, bientôt accompagné par un autre et voici pourquoi. Rachid, qui craignit que le départ du premier bataillon ne fît pencher la balance de dame Thémis en faveur de son adjoint, envoya le second en embuscade. Des coups de feu furent échangés, heureusement sans accident, car il était heureux que les deux bataillons se fûssent vite reconnus par leurs cris de guerre. Cela permit, indubitablement, d'éviter la catastrophe. Etonné d'un ordre aussi criminel, le second bataillon se joignit au premier, qu'il accompagna à Oujda dans le but de se plaindre à la Willaya. Car ni Boussouf, ni Boumedienne, son adjoint, ne jugeaient nécessaire de contrôler par eux-mêmes cette organisation, douloureusement mise sur pied par Ben M'hidi. La sentence rendue par Boussouf fut terrible mais juste : Rachid fut condamné à mort et pendu... C'est du moins ce à quoi vous vous attendez, n'est-ce pas ? Eh bien, non. La réalité est tout autre. Dix-huit combattants, sans doute taxés de meneurs, furent condamnés à mort. Les autres furent

sommés de rejoindre immédiatement leur zone et d'avoir à obéir, sans discussion, et quels que soient les ordres, à leur capitaine. Rachid — pour récompense de sa fermeté — fut promu, quelques mois plus tard, au grade de commandant et fut chargé — tenez-vous bien — du commandement de la frontière de l'Ouest. Et aucune révolte ni pétition ne vint à bout des faveurs dont il jouissait. On se souvient comment son autorité fut mise en cause par le Capitaine Zoubir et son bataillon. L'affaire eût pu s'envenimer si les Marocains ne s'étaient interposés. Pris sous la protection de Mohammed V, Zoubir fut arrêté et exécuté à la faveur de la mort du roi du Maroc. Certains de ses subordonnés que le Ministre d'Etat, M. Mohammedi, taxa de patriotes, avaient, hélas ! subi le même sort.

L'armée, qui s'attendait à un autre dénouement de l'affaire, fut subitement gagnée par un total découragement et un manque de confiance en le G payera. Et c'était le but recherché car jusqu'alors

la popularité de certains de ses membres était immense au sein de cette armée installée aux frontières.

Encouragé par de tels précédents, le « commandant » exerça sa férule sur l'ensemble des combattants de la frontière. Ce fut ainsi que, en pleine base Ben M'hidi — imitant en cela le Colonel Boumedienne — il gifla un mutilé de guerre, ce qui déclencha une violente réaction du chef de cette base, le Lieutenant Bouanani, contre lequel Rachid dégaîna son pistolet.

Suspecté depuis longtemps de « krimisme », le Lieutenant Bouanani offrit, par son attitude courageuse, l'occasion au Colonel Boumedienne de le reléguer dans la région de Berkane.

CHAPITRE VI

Je rencontrai de nouveau Mahmoud deux ou trois jours après notre entrevue de la Moulouya. Comme l'on s'en doute, nous parlâmes, dès le prime abord, de la Willaya V dont les chefs refusaient alors — malgré les recommandations et les prières d'officiers de valeurs — de s'attaquer à la ligne Morice, en pleine édification. Le frère Mahmoud me mit au courant de la réponse d'un des adjoints de Boussouf, auquel il soumit un plan de destruction du barrage naissant, à savoir que « les barbelés ne pouvaient pas constituer un sérieux obstacle au passage de la frontière ».

« — Mon commandant », lui dit alors Mahmoud, « on m'a appris à l'école militaire qu'un obstacle est toujours gardé ».

« — Qu'importe ! » répondit notre futur général Giap, « il freinera l'afflux des réfugiés algériens vers le Maroc. »

Ainsi, selon ce monsieur, l'essentiel n'était pas d'attaquer la France, de livrer les armes aux combattants de l'intérieur, mais de barrer la route aux Algériens qui fuyaient les sévices et la mort. Et dire que ces individus ont toujours la prétention de nous diriger !

Mahmoud ne me reconta pas seulement ce jugement porté sur la ligne Morice, il compléta mes connaissances sur bien des points qui demeuraient osbcurs pour moi.

« — Comment », lui dis-je finalement, « pouvez-vous supporter un pareil régime sans réagir ? »

« — Hélas ! », me dit-il, « il n'y a point d'hommes en Oranie. »

« — Veux-tu », lui dis-je, « que nous tuions Boussouf ? »

Ce fut ce jour-là qu'est né le « complot des lieutenants ».

Bien entendu, nous voulûmes rallier à ce plan quelques-uns des officiers présents à Oujda. Nous agîmes dans ce sens, mais avec une circonspection de vieux Indiens. Nous vivions, en effet, sous le stalinisme à son époque la plus noire. Malgré cela, notre groupe s'enrichit d'un apport de marque car, en plus de Ben Miloud, déjà acquis, nous enregistrâmes l'adhésion du Docteur Yacine et des deux frères Inal, ainsi que celle, connue de moi seul, du Lieutenant Athmane auquel se joignit, quelque temps après, le Lieutenant Mohammed El Blidi (ils étaient, à cette époque-là, les deux seuls officiers valables que la Willaya IV avait à Oudja). J'eus, d'autre part, l'assentiment de tous les Kabyles — une dizaine, tout au plus

— que la mort de l'Aspirant Hamou avait révoltés.

Le groupe que nous formions travaillait d'arache-pied à son élargissement quand survint l'affaire du Capitaine Liamani. Celle-ci ne fut pas sans avoir créé de sérieuses difficultés à Boumedienne car, en plus des manifestations sur la voie publique d'une quarantaine de combattantes et des vives réactions des réfugiés frontaliers, les autorités marocaines décidèrent l'arrestation de Rabah et d'Abdelkrim, que le « colonel » eut le temps de faire fuir. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois que Boumedienne défendait ses subordonnés. L'Aspirant Hamou fut exécuté pour avoir insisté, dans son rapport établi à l'intention et sous l'instigation de Lotfi, sur la nécessité de destituer ces deux hommes de leurs responsabilités.

« — Rabah et Abdelkrim ont agi sur mes ordres. Et ils continueront à le faire », dit Boumedienne.

Pour dégonfler ces nuages qui s'amassaient au-dessus de sa tête, Boumedienne exploita cette idée d'enquête lancée par Lotfi, son adjoint, en créant une commission *ad hoc* qu'il dénomma C.C.E. (Comité de Contrôle et d'Enquête). Ce sigle fallacieux abusa la population, qui crut à une véritable enquête de l'autre C.C.E., organisme suprême de la Révolution. Pendant quatre mois consécutifs, cette commission, présidée par le Commandant Rachid — si mes renseignements sont exacts, M. Ben Bella vient d'en faire un colonel et un député — enregistra toutes les plaintes, allant du vol aux viols, en passant par la torture. (A propos, M. Ben Bella, avez-vous demandé à consulter ce document ?)

Pour nous, l'affaire Liamani fut la bienvenue. Elle nous permit, en effet, de contacter certains des officiers de la zone que dirigeait ce capitaine et d'enregistrer leur adhésion. Parmi eux se trouvaient l'Aspirant Djaffar et son homologue Lakhdar, ainsi que le chef de secteur Boudria, ancien caïd de la région de Saïda. Dans l'attente de l'arrivée de

Boussouf, qui se trouvait hors du Maroc, nous commîmes la sottise d'accepter le concours d'un certain Lamari, ex-bandit de grand chemin. Lamari, en butte à « l'organisation », qui l'avait emprisonné avec Omar Ben Boulaid, tenta sans doute de se racheter en nous trahissant. Par bonheur, il commit la faute de mettre en cause le Capitaine Mouloud Hassan, alors représentant de la Willaya IV à Oujda.

Fort de ces renseignements, le Colonel Boumedienne se rendit auprès du C.C.E. — le vrai — devant lequel il porta ses accusations contre les dirigeants de la Willaya IV, qu'il prenait pour les instigateurs du complot. Si le « commandant » Slimane n'avait pas brusqué les choses en séquestrant notre ami Ben Miloud, nous eussions sans doute été arrêtés sans aucune réaction de notre part. En voulant également procéder à l'arrestation de Mahmoud, il nous permit de donner au complot une autre orientation, car la reculade ne nous était plus permise, à moins d'accepter d'être pendus haut et court. En ce qui me

concerne, je n'ai pas cessé, ces jours-là, de penser aux fameux mots du Maréchal Foch : « Les ailes sont débordées, le centre est enfoncé, donc j'attaque. » Et nous attaquâmes sans plus tarder. Bien entendu, l'attaque changea de forme : conçue pour être menée par les armes, elle devint politique. Nous contactâmes, en effet, tous les officiers présents à Oujda et les conviâmes à une réunion d'informations et d'études avec comme base de discussion, la mauvaise organisation des Willayas d'Oran et du Maroc. Evidemment, ils ignoraient que ce qu'ils prenaient pour du courage n'était qu'une attitude dictée par l'instinct de conservation. Une chose était pour nous réconfortante : la totalité des cinquante-trois officiers et sous-officiers présents déploraient comme nous tous les torts immenses que Boumedienne et Boussouf firent à la Révolution. L'un d'eux — un chef de région — nous raconta l'histoire suivante :

« — Un de mes adjoints » (le chef de région est un sous-lieutenant, assisté de

trois aspirants) « me vola sept millions. Je le surpris dans le même lit qu'une combattante... » Bref, il nous conta six cas punis de mort par les règlements de l'A.L.N.

« — En vain », ajouta-t-il, « fis-je des rapports sur lui. Finalement, sans doute pour nous punir tous les deux, on le nomma lieutenant. Bien entendu, sans être malade et blessé, je fus chassé du maquis et j'attends actuellement de comparaître devant Boumedienne dont je devine, à peu près, le jugement. »

Après que nous enregistrâmes les accusations de tout un chacun contre la Willaya, nous en vînmes à discuter des moyens à employer pour mettre un terme à cette situation qui portait un grave préjudice à la continuation de la lutte. Bien sûr, les comploteurs que nous étions voulurent passer à l'action directe, mais à la seule exception des éléments de la Willaya IV, personne ne nous suivit sur ce point. Nous battîmes en retraite, tout en faisant adopter le prin-

cipe d'une pétition. Rédigée par moi sur-le-champ, celle-ci fut signée par l'ensemble des présents. Craignant d'être isolés de la population, à laquelle on nous aurait présentés comme des traîtres soudoyés par la France, je préconisai d'en rédiger une autre à l'intention des civils représentatifs, ce que fit le Docteur Yacine, qu'un malencontreux accident d'automobile empêcha de participer au début de la réunion. La difficulté n'était pas, comme l'on s'en doute, dans la rédaction de cette pétition, mais dans la collecte de signatures au bas de ce texte affirmant l'approbation sans réserve à la position de l'A.L.N. Car, à cette époque, comme je l'ai déjà dit, la population était si terrorisée qu'elle ne pouvait émettre aucune critique, si justifiée soit-elle, contre le F.L.N. de M. Boussouf. Cependant, il y avait à Oujda des intellectuels courageux, prêts à prendre tous les risques pour que ne dura pas cette lourde tyrannie. Parmi eux figurent, en bonne place, les Docteurs Klouche et Abbés Rehal. Le premier était au courant de nos projets depuis très très long-

temps déjà ; autrement dit, il était du complot. Le second n'hésita pas un seul instant à signer cette pétition, qu'il trouva modérée. Il eut ce mot, qui résuma toute la situation : « Je sais que Boussouf et Boumedienne nous tueront tous, mais il le faut. » Il y eut, bien sûr, des gens qui refusèrent de signer ; non qu'ils désapprouvassent notre conduite, mais ils avaient une si grande peur de Rabah qu'il était impossible de les rassurer. Je me souviens encore de ce brave professeur, obèse et bonhomme, me déclarant sa peur sans honte ni retenue : « J'ai des enfants », me dit-il, « et je ne tiens pas à ce que Rabah les prive de leur père. » Mais, dans l'ensemble, les intellectuels contractés — il y eut des médecins, un dentiste, un avocat, des juges, des syndicalistes, des professeurs, des directeurs d'école, des instituteurs — ne cachèrent pas leur joie de voir des officiers de l'A.L.N. risquer de nouveau leur vie pour redonner à la Révolution son prestige et son orientation démocratique. Dès l'annonce de notre prise de position, une agitation

gagna les Moudjahidines et la population civile parmi laquelle figurait la quasi-totalité des réfugiés. Les premiers, alors au nombre d'un millier, voulaient, sans tarder, égorger Slimane et ses policiers ; les seconds voulaient signer en masse cette pétition. Mais dans l'un comme dans l'autre cas, nous vîmes moins d'avantages que d'inconvénients. Car les Marocains nous firent savoir, dès le second jour, que l'échange de coups de feu amènerait notre arrestation, d'autant plus que Slimane, aussi dangereux qu'un lièvre en son gîte, avait pris ses précautions en s'entourant du dernier carré de fidèles auxquels il promit les plus hautes récompenses. Et puis, m'avait-on appris tout gosse, pour tuer un serpent, il fallait viser la tête. Et le serpent était alors au Caire. Mais ce qui freina surtout notre action, ce fut la défection d'un assez grand nombre d'officiers signataires qui, pourtant, portèrent quelques jours auparavant des accusations graves et précises contre Boumedienne et sa clique. Ces pauvres gens, d'origine modeste et de formation politique nulle, furent sensi-

bles aux propos du Commandant Slimane, à savoir « qu'ils font le jeu des Kabyles qui veulent s'emparer de la Willaya d'Oran, la seule qui échappe encore à leur autorité ». Ainsi, pour séduire ces pauvres bougres, un membre du C.N.R.A. n'hésita pas à employer l'une de ces armes — sûrement la plus dangereuse — que l'ennemi a toujours utilisée pour perpétuer sa domination : LA DIVISION. Mais la division, en temps de guerre, n'est-elle pas une trahison ? Si oui, j'accuse le Commandant Slimane d'être un traître à son pays à l'égal de ses supérieurs, qui ont cultivé en lui ces nuisibles sentiments. Il y eut, bien sûr, des officiers qui protestèrent devant de pareils propos, en proclamant bien haut leur désir d'unité nationale, aussi furent-ils arrêtés quelques semaines plus tard et jetés dans des cachots. L'Aspirant Boudria devait passer onze mois dans l'un d'eux, d'où il sortit atteint d'une cécité partielle.

La commission d'enquête demandée par nous tardant à venir, nous envisa-

geâmes, Yassine, Mahmoud et moi, de passer à l'action directe pour ne pas laisser s'essouffler le mouvement, d'autant plus que les Moudjahidines nous pressaient d'agir. Mais voici que sur intervention du Docteur Hedam, le secrétaire général de la province d'Oujda — un Tlemcénien — ordonna notre arrestation, en l'absence du gouverneur. Le lieutenant Mahmoud et moi fûmes déportés au camp d'Isly d'où nous nous évadâmes deux jours plus tard. Indubitablement, un coup rude fut porté à notre mouvement qui, étêté, perdit de sa virulence tout en conservant sa force. Mais nous ne désarmâmes pas pour autant. Nos projets n'étaient altérés en aucune façon et il est probable que si M. Ben Tobbal n'était pas venu, notre passage à la clandestinité eût été plus efficace. L'organisation le savait bien, qui prit toutes les mesures adéquates. Il n'est jusqu'au farfelu cheikh Kheirredine qui ne changeât de domicile.

M. Ben Tobbal, chargé d'enquêter sur la situation, était alors responsable des

affaires intérieures au sein du C.C.E., ce gouvernement algérien avant la lettre. La prévention que nous nourrîmes contre lui — il est du même village que Boussouf — fut dissipée par le Capitaine Si Mouloud, qui le taxa « d'ami personnel du Colonel Ouamrane ». La suite devait nous apprendre que cette appréciation était erronée. Car loin de chercher à connaître les raisons qui nous ont déterminés à agir, M. Ben Tobbal voulait des preuves sur son « ami » et notre « bourgeois » de Krim, qu'il considérait comme les inspirateurs du complot. Nous ignorions alors, nous qui étions unis comme un seul homme, nous ignorions que les dirigeants du Feuleuneu se querellaient, non en fonction de leurs opinions politiques, mais de leur appartenance aux groupes ethniques de l'Algérie. L'interrogatoire que je subis me révéla l'ampleur de la cassure. Car le Capitaine Si Mouloud — un Kabyle — ayant été mis hors de cause par mes camarades — à juste raison d'ailleurs, je restais, aux yeux de notre ministre, le lien entre Krim, Ouamrane, Saddek et le complot.

Car pour ce monsieur nous ne pouvions être autre chose que des marionnettes. La suspicion dans laquelle on me tint se trouva renforcée par le fait que je suis originaire du même douar que le Colonel Saddek. Pour M. Chentouf, éminence grise de Ben Tobbal et futur délégué du éfélène à l'Exécutif provisoire, le mot « OUADHIA » résolut l'énigme.

« — Depuis combien de temps es-tu dans le F.L.N. ? me demanda-t-il.

— Depuis novembre 1954.

— De quelle région es-tu ?
— Des Ouadhias. »

Il posa son crayon, se carra confortablement sur sa chaise et me regarda avec les yeux de Christophe Colomb en face de Terre-Neuve. Un sourire, aussi long que celui d'une pastèque fêlée, orna le visage de ce juge en quête d'accusés (je n'ai pas dit Perrin-Dandin). Avec cette suffisance propre aux bourgeois de son

espèce, il me domina de toute la longueur de son racisme et de sa sotte suffisance.

En face de lui, « mâchant sa hargne et sa rogne », trônait le Colonel Boumedienne comme une bouteille de whisky à trois étoiles. (Si vous voulez savoir pourquoi une partie peut, en même temps, être juge, je vous renvoie à MM. Chentouf et Ben Tobbal.) Autour de l'index du « colonel » tournait un revolver qui donnait à l'instruction le charme qui lui manquait. Irrité par les accusations graves et précises que porta Yassine contre la Willaya, l'ex-colonel réprimait difficilement ses tics nerveux. Parfois, il jetait sur moi des regards chargés de tant de haine qu'on y voyait briller ses plus bas instincts. L'arrivée du ministre-juge d'instruction ne modifia en rien cette attitude al caponienne. M. Ben Tobbal estima-t-il nécessaire à l'expression de la vérité la présence d'un colonel-gendarme ? Ou bien, selon les conceptions inconnues de la justice, admit-il qu'on put être à la fois juge et partie ?

Toujours fût-il qu'il s'accommoda fort bien d'une pratique indigne, à laquelle je le crus accoutumé.

Sur-le-champ, je priai le ciel d'épargner à l'Algérie un gouvernement où Boussouf, Ben Tobbal et Boumedienne joueraient un rôle, ensemble ou séparément, dans la justice ou la politique, surtout si leur ancienne puissance leur demeurait. Il ne resterait plus alors aux Algériens, en fait de liberté, que celle d'écrire sur les murs des W.-C. « Vive la France ! » Il est vrai qu'avec l'A.L.N. dernier modèle nous n'en sommes pas loin.

Je n'en veux pour preuve que ce jugement, rendu à Béni-Douala (Grande Kabylie), par un juge militaire. Mais voici l'affaire :

Deux époux s'étaient séparés d'un commun accord pour des raisons qui leur étaient propres. Le responsable éfélène de leur village voulut, à tout prix, réconcilier... l'irréconciliable. Pour cela, il en

référa au juge militaire, qui convoqua les deux époux. Ceux-ci décidés à la séparation, on les condamna « A SEPT ANS DE VEUVAGE FORCE ». Je souhaite à la justice algérienne, si jamais on en a une, de ne pas en faire un cas de jurisprudence.

Mais revenons à l'ancienne justice.

M. Ben Tobbal ne s'était pas encore assis, que M. Chentouf lui révéla mon douar d'origine. Car le sésame du complot était trouvé. Petit, les yeux bridés, ce coolie de Shanghaï me posa la question à laquelle je m'attendais le moins car jusqu'à la dernière minute je vis en lui l'homme dépeint par Si Mouloud.

« — Connais-tu Krim et Ouamrane ? » me dit-il.

Je ne fis aucun effort mental pour deviner le sens de la question. Aussi lui répondis-je :

« — Je connais aussi Si Nasser, Amirouche, Si M'hamed, Si Chérif... »

Parmi les chefs énumérés, M. Ben Tobbal n'avait qu'à choisir son homme, je veux dire celui à qui attribuer la paternité du complot. En moi-même, cependant, naquit une immense déception. Ainsi, m'étais-je dit, le régionalisme qui a tant nui à la cause de l'unité de notre pays est cultivé par ceux-là mêmes qui devaient le proscrire. Dès ce jour-là, j'ai douté de la capacité des dirigeants du F.L.N. de guider l'Algérie et, par-là même, d'affermir son unité dans la diversité des langages et des coutumes. Dès ce jour-là, je m'attendais à l'éclatement du F.L.N. et aux confrontations des tendances régionalistes qui le composent. Il est heureux que le peuple, artisan de sa victoire, n'ait pas partagé les idées des « chefs historiques », sans cela ç'eût été la catastrophe.

Comme l'on s'en doute, M. Ben Tobbal n'était pas venu enquêter parce que Boumedienne, après Boussouf, dirigeait

mal sa Willaya, mais bien parce que la vie de ces messieurs avait été menacée. Bien entendu, les preuves lui manquaient, en ce sens que la parole d'un bandit ne suffisait pas pour pendre les révolutionnaires que nous nous flattions d'être. Aussi le ministre jugea-t-il nécessaire de recourir au moyen le plus radical : la torture. Je remercie Si Moussa, le fameux Mourad du Sud-Oranais, de m'avoir épargné les bons soins du docteur Ben Tobbal, licencié ès sévices, en alléguant de la proximité d'habitations marocaines. La rage au cœur, le ministre renonça difficilement à ses désirs que partageait peut-être l'avocat Chentouf, tout en me promettant de « me dépecer dans les prochains jours », manière bien arabe de saluer ses ennemis.

« — La main de Dieu », dis-je à notre ministre, « est au-dessus de tous et de tout. »

Manquant de preuves sur le complot, Ben Tobbal m'accusa d'avoir, avec le frère Mahmoud, demandé l'aide des

Marocains pour détruire Boussouf. Bien entendu, j'ignorais alors que notre camarade avait, effectivement, demandé l'aide en question. Cette folie, commise par excès de patriotisme, nuisit énormément à notre action. Il est probable aussi qu'elle fut la cause de notre longue détention. En tout cas, il est permis de penser que, sans elle, le boussoufisme eût nettement perdu de sa puissance. Il va sans dire que le coup qu'il reçut, sans lui être fatal, ne l'en ébranla pas moins. Une chose, cependant, restait acquise : nous avions débarrassé les Algériens de la peur. Du jour au lendemain, le boussoufisme était discuté sans danger de mort.

La colère de M. Ben Tobbal avait son explication. Le F.L.N. était, en effet, à la veille de prendre des décisions importantes parmi lesquelles figuraient la formation du gouvernement et la création de deux états-majors : celui de l'Est et celui de l'Ouest. J'ignore dans quelle mesure notre action eut une influence sur la répartition des portefeuilles au sein

de ce ministère mais, par contre, je sais fort bien que la nomination du Colonel Saddek à la tête de l'état-major Ouest dépendait en grande partie, sinon exclusivement, de notre action. Malheureusement, Saddek ne resta pas longtemps au Maroc, car ce patriote sincère, isolé au milieu de ces intrigants, ne pouvait pas, à lui seul, redresser une organisation qui lui était hostile. J'avais, néanmoins, espéré qu'il encouragerait notre évasion, mettant ainsi au-dessus de la tête de Boumedienne, son adjoint, une épée de Damoclès. Mais cet homme simple et trop sincère n'apprendra jamais à hurler avec les loups.

Cependant, ce fut grâce à lui que notre détention se commua en résidence surveillée. Ce fut également sur son invitation que le Lieutenant Athmane, resté à Oujda, regagna la prison de Tétouan, où nous étions depuis quinze jours. Car, l'ordre de Ben Tobbal d'arrêter Athmane n'avait pu être exécuté par Boumedienne avant l'arrivée de Saddek, en ce sens que les forces armées et populaires que nous

avions déchaînées étaient plus fortes que celles dont il disposait. Il faut aussi souligner le revirement de Abdeldjelil, responsable de la Fédération du Maroc, qui révéla son hostilité à l'égard des méthodes boussoufistes. « J'ai bien averti Boussouf que sa dictature ne durerait pas. » Bien entendu, Abdeldjelil fut relevé de ses fonctions par Ben Tobbal, devenu chef des Fédérations du F.L.N. Il fut même sommé de quitter le Maroc. Evidemment, il refusa d'obtempérer et, détenteur de pas mal de secrets, on se garda de l'inquiéter. Parmi ces secrets figurent en bonne place la mort d'Abbane Ramdane ainsi que celles, moins connues, de tant d'officiers, dont Si Mokhtar, des maquis de Turenne, Bouchrite, héros des Ouled Sidi Chikh...

La presse française et étrangère a longtemps épilogué sur la mort d'Abane Ramdane mais jamais, à ma connaissance, elle ne rapporta fidèlement les causes et le lieu de sa mort, ni les noms précis des assassins. Car, tout le monde le sait, Abane fut assassiné.

L'accusation spécieuse portée contre lui était d'avoir introduit dans le circuit éfélène les bourgeois centralistes. La réalité était que Abane dépassait, par la stature géante de sa pensée, les pygmées intellectuels du C.C.E. Abane a été tué parce qu'il pouvait être le chef que l'Algérie se cherche encore. Mais la direction collégiale, basée sur l'égalité en toutes choses, ne pouvait pas souffrir qu'une tête émergeât au-dessus du lot. Disgracié, Abane fut placé en résidence surveillée à Tétouan. Comment fit-il pour quitter cette ville et se rendre à Nador, ville du Rif marocain ? Y fut-il conduit ou bien voulut-il vraiment comploter comme le prétendit Boussouf ? Je ne peux m'empêcher de réfuter cette dernière version, car pour qu'Abane complotât il eût fallu qu'il connût du monde au Maroc. Tel n'était pas le cas. On ne fera jamais admettre à ceux qui ont connu Abane que celui-ci eût confié au premier venu des projets aussi dangereux. J'ai connu, en tout cas, des ministres qui ont promis de le venger. Nous attendons.

Des gens, peut-être malintentionnés, associèrent le nom de Krim à celui de Boussouf dans cet assassinat politique. Ils se basent sur le fait que Krim a toujours brigué la place de choix dans la Révolution et que, partant, Abbane constituait un sérieux obstacle sur la route de ses aspirations. L'avenir nous dira dans quelle mesure nous devons accorder créance à de tels propos, au demeurant chuchotés.

Par ailleurs, la mort de Ramdane aurait pu être catastrophique pour la Révolution si les Kabyles ne s'étaient montrés plus patriotes que vindicatifs. Mais de la mort de Ramdane, ils s'en souviendront longtemps encore et peut-être même... obtiendront-ils justice pour tous les assassinés de la Révolution. A cet effet, je propose la création du « Club des Assassinés » ou « Club Abane Ramdane » : nous honorerons, avec ce dernier nom, les noms de Bouchrite, Mokhtar, etc.

Après la mort d'Abane, une vague d'inquiétude souffla dans l'esprit de nos « dirigeants ». Le cheikh Ben Youcef Ben Khedda, de la confrérie des temporisateurs, n'avait-il pas avoué à l'un de ses amis, médecin au Maroc, que durant de longs mois il changeait de domicile de peur d'être liquidé comme son ami de la bataille d'Alger. Ce marabout, apte à analyser les situations qu'il ne pouvait dominer, s'est rendu, par la suite, responsable d'un situation désastreuse pour notre pays. En effet, on se souvient que, dès la formation de son gouvernement, l'état-major de l'A.L.N. — sous les ordres de Boussouf — se rebella et refusa de reconnaître son autorité et celle de son gouvernement. Il eût fallu agir, d'autant plus que l'armée, dans sa grande majorité, salua l'événement car elle pensa, à juste raison, que l'élimination de ces incapables, beaucoup plus enclins à battre les djounouds qu'à combattre les Français était désormais possible. Mais M. Ben Khedda tergiversa, temporisa, louvoya pendant que Boumedienne et ses adjoints multipliaient leurs criti-

ques et se présentaient en défenseurs des combattants face à la « bourgeoisie renaissante ».

Ici, j'ouvre une parenthèse. Il n'échappe à personne que M. Ben Khedda a été taxé de communiste par la presse occidentale, autrement dit le contraire d'un bourgeois. D'autre part, on découvrit en lui quelque chose qu'on soupçonnait le moins : l'observance des rites musulmans. Si donc nous avons à choisir entre Boumedienne, qui a giflé en maintes circonstances des combattants de l'A.L.N. qu'il provoquait à la bagarre et Ben Khedda au sens politique large, nous prendrons sans hésiter ce dernier, surtout quand on sait que les sept mois de maquis de Boumedienne, joint aux six ans de flagornerie, ne valent pas les deux ans de clandestinité de M. Ben Khedda, pour ne parler que de la période révolutionnaire.

Il est vrai que les propos de l'état-major ne réussirent qu'à rendre l'espoir aux combattants qui espéraient une

action énergique de l'Imam Ben Khedda. Certes, l'on ne peut pas dire que ce dernier soit resté inactif face à cette cabale. Il chargea, en effet, le Capitaine Si Moussa, le fameux Mourad de la Zone VIII, de réduire cette dissidence. Quarante-huit heures après, le Président changea d'avis, livrant ainsi à la haine de l'état-major et Si Moussa et les officiers qu'il avait entraînés. M. Ben Khedda sait-il ce que sont devenus ces officiers ? Et quelles sont également, pour l'Algérie, les conséquences de sa passivité ? L'Algérie n'a vraiment pas de chance : chaque fois qu'elle cherche un chef digne de ce nom, elle trouve ou une mauviette ou un dictateur. Si M. Ben Khedda avait pris la décision de dégrader Boumedienne onze mois plus tôt, nul doute que l'Algérie n'aurait pas connu la fièvre actuelle, car Ben Bella n'aurait trouvé à ses côtés que ce Sancho Pança de Hocine Gadiri. Et Dieu sait que cette mesure était attendue par 90 % des cadres et des soldats de l'A.L.N. Et puis il savait, lui, ce que Ben Bella pouvait ne pas connaître, à savoir que Boussouf

et l'état-major, jusqu'à preuve du contraire, n'en faisaient qu'un.

Les choses en étaient restées là quand survint Ben Bella. Mais celui-ci ignorait-il vraiment, lui, qui au château d'Aunoy fourbissait ses armes contre Boussouf à qui il promit le sort de tous les criminels, ignorait-il vraiment, dis-je, les liens qui unissaient l'état-major à ce dernier ? Ou bien avait-il été abusé par les critiques ou les accusations que le premier portait contre le second ? Une chose aurait dû pourtant lui faire penser que ce serait peut-être le même homme qui tirerait les ficelles : la cohésion de l'ex-état-major. Il est, en effet, étonnant que des hommes aussi dissemblables que Slimane et Boumedienne soient demeurés unis. Rachid lui-même et tous les officiers nommés par Boussouf sont restés solidaires. Mieux encore, certains collaborateurs de Boussouf avaient, eux aussi, rallié le Groupe de Tlemcen. Tous ces braves gens ne seraient-ils pas réunis par un lien facile à deviner ? Car, comme disait le poète, « en voyant la toile on

devine l'araignée ». Quoi qu'il en soit, l'épée que M. Ben Bella fourbissait contre les ennemis de la Révolution est maintenant retournée contre celle-ci, en attendant qu'elle le pourfende lui-même un jour. Car tôt ou tard il comprendra qu'il s'est embarqué sur la galère du grand Turc, où il n'avait que faire. Déjà, sous ses caresses, l'A.L.N. est devenue un monstre qui nous ronge. Et les six cents bacheliers — jeunes garçons de 20 ans mobilisés de force — rêvent de nous manger à une sauce encore mal définie, préparée hors de nos frontières, pendant que d'ignares capitaines font marcher trois par trois nos enfants dans les rues de nos villes et de nos villages, signe précurseur d'un régime « dictatouri-démocrati » (*sic*) dont on veut nous gratifier.

Si parmi les très rares rescapés des tout premiers temps de la Révolution, certains refusent de porter l'uniforme, c'est parce qu'ils ne veulent pas être confondus avec cette A.L.N. nouvelle manière dont le peuple, unanime, ré-

prouve la conduite. Ces jeunes militaires qui giflent les vieillards, insultent l'honneur et la vertu, sont-ils donc ces militants de la première heure préparés aux tâches ardues du pouvoir ? Je connais des officiers qui étaient agents de police au début de la Révolution et qui parlent haut et ferme parce qu'ils ont des fusils. Libre donc à vous, M. Ben Bella, de les considérer comme des révolutionnaires formés à la dure école du militantisme ; nous, nous ne le croyons pas. Mieux encore, la majorité des gens de ce pays pense que l'A.L.N. n'est plus une armée de libération, mais de *reconquête.* On dit aussi que n'ayant pu libérer le pays « elle a préféré l'envahir ».

Sous la houlette du nassérisme, M. Ben Bella est parti à l assaut du pouvoir avec, dans son maroquin, un socialisme fumeux qui, faute de construire des pyramides, risque de détruire les ponts sentimentaux construits entre les divers groupes ethniques de ce pays par sept années de lutte commune. Oublie-t-il donc que l'Algérie est arabo-berbère ?

Qu'il se rappelle — tout régionalisme mis à part — que c'est dans les Aurès, le Djurdjura et Nédroma, pays berbères par excellence, qu'est née la Révolution. Qu'il prenne surtout garde de ne pas promettre à la minorité le sort des Kurdes. Car alors, si son coq chante « je suis Arabe », le nôtre lui répondra « je suis Berbère » et, immanquablement, les deux volatiles se déchireront les ergots, comme ils l'ont souvent fait dans le passé, pour le grand malheur de notre pays. Et puis, ce qui convient à l'Egypte, pays préparé à la servitude depuis des milliers d'années, convient-il à l'Algérie ? Nous savons bien que non, car le fellah du Nil, qui a servi comme esclave aux constructions pharaoniques, ne peut être comparé au montagnard algérien, qui a préféré, de tous temps, la misère dans la liberté à l'opulence dans la servitude.

L'entrée bruyante et irréfléchie de M. Ben Bella dans l'arène politique algérienne n'a fait qu'enchevêtrer une situation déjà embrouillée. Certes, il avait bien raison de partir à l'assaut du trio

Boussouf-Ben Tobbal-Krim, mais il aurait dû agir avec une grande circonspection et surtout *choisir ses alliés.* Car, en s'appuyant sur un état-major discrédité, appelé par certains la réserve de l'A.L.N., et de surcroît ancien allié de Boussouf et de Ben Tobbal, il a permis à Krim, dont nous connaissons les airs de supériorité et peut-être même l'esprit bourgeois — témoin ses premières visites en Kabylie, qu'il réserva au Salhi et autres Yahiaoui — de se présenter à la Kabylie en champion de la liberté. La Willaya III, qui serait sans doute restée neutre si le conflit avait opposé Krim à Boumendjel, Mohammedi et Ouamrane, s'est solidarisée avec le premier par crainte de subir la loi de la majorité, égarée par son arabisme. La présence de Boumendjel et de Mohammedi à Tlemcen a, certes, jeté de la confusion dans les esprits, mais les déclarations de Ben Bella sur le parti unique, contraire aux principes démocratiques qui font partie de la personnalité kabyle et aussi le sort réservé à la minorité hérissèrent un instinct de défense plu-

sieurs fois millénaire, également mis en alerte par la malencontreuse déclaration de Boumendjel sur « le peu d'importance des élections dans la période actuelle », jetant par là un défi à l'opinion du peuple dont il n'y a pas longtemps M. Boumendjel vantait les mérites.

De plus, on ne pardonnait pas au groupe de Ben Bella d'avoir donné à l'A.L.N. l'occasion de se renflouer d'éléments souvent douteux dont la conduite a été flétrie par tout le monde et aussi d'avoir introduit dans l'arène politique les capitaines et les lieutenants les plus bêtes du monde. Nous aurons à goûter bientôt l'amer fruit de leurs élucubrations.

Mais cette situation déplorable à plus d'un titre n'est pas à mettre à l'actif du seul Ben Bella. D'autres personnalités, et non des moindres (tel que M. Ferhat Abbas) partagent avec lui la responsabilité de cet étranglement politique du peuple algérien.

Certes, je ne reproche pas à l'ancien chef du G.P.R.A. d'être « socialiste », ni même « pan-arabiste ». Par contre, je n'approuve pas les encouragements qu'il aurait donnés au Colonel Boumedienne lors de la rébellion de celui-ci au temps du gouvernement Ben Khedda. Je me demande encore aujourd'hui si cette alliance de l'ermite et du diable — si elle a vraiment eu lieu — reposait sur des vues politiques communes ou si elle était dictée par des mobiles mesquins.

Pour ma part, je ne connais qu'une doctrine au Colonel Boumedienne : la manière forte. Il rêvera toujours de nous faire marcher ensemble, les uns derrière les autres si ce n'est de nous faire respirer ensemble et concomitamment.

Mais alors pourquoi donc le « socialiste » Abbas-Mollet n'a-t-il pas voulu réaliser l'unité d'action avec le « communiste » Benkhedda-Thorez, préférant aller à Tlemcen-Colombey faire son serment d'allégeance à Ben Bella-de Gaulle ? Eh, parbleu ! parce que entre eux il y

avait une chaise d'où l'un avait fait descendre l'autre ; à moins que ce ne fût la résurgence des fameuses querelles U.D.M.A.-M.T.L.D.

Pauvre Algérie ! Tu attends des chefs d'Etat à la mesure de ta grandeur et tu rencontres des boxeurs qui se donne des coups bas sous les regards ahuris d'un peuple qui encaisse (ces coups bas).

A la lumière de ces considérations, on ne peut pas dire de M. Ferhat Abbas qu'il soit un « rallié ». mais un « préparateur ». Pourtant, nous eussions préféré, quant à nous, que le pharmacien de Sétif préparât des potions pour une Révolution malade plutôt que de doper des janissaires qui lui auraient peut-être promis les fonctions de « Dey dama felloued ». Nous sommes sûrs, cependant, que l'homme sensible et sensé qu'est M. Ferhat Abbas ne manquera pas de tirer les conclusions de son alliance contre nature le jour où la lèpre de la dictature apparaîtra sur la face du régime. Nous craignons seulement qu'il

soit alors trop tard pour desserrer le carcan qui nous lierait à un militarisme affreux. Si, pour nous, ce sera alors la fin de nos libertés, pour M. Ferhat Abbas ce sera le remords de toute sa vie.

Mais la réconciliation entre Abbas et Ben Khedda est-elle donc impossible ? Ne pourraient-ils faire taire leurs ressentiments et se mettre ensemble au service de leur patrie chèrement reconquise ? Messieurs, nous vous le demandons. Sauvez-nous donc au lieu de vous sauver.

Ouadhia, le 15 août 1962.

LA LEÇON DE SOCIALISME

— Mes enfants, dit Arezki, d'une voix sans timbre, notre socialisme sera un socialisme original.

Une petite voix, signalée par un doigt levé, s'éleva du fond de la salle.

— Monsieur, qu'est-ce que c'est que le socialisme ? demanda le petit Akli, un fils de martyr.

— Le socialisme, mon enfant, répliqua le maître avec douceur, c'est du pain en abondance et pour tout le monde dans vingt ans.

— Monsieur, je ne pourrais pas avoir

ma part de socialisme maintenant, j'ai faim ?

— Comment ! s'exclama Arezki avec indignation, on ne vous donne donc plus d'allocations ?

— Si monsieur, nous continuons à en toucher, mais ça ne nous suffit pas. Nous touchons, mes trois frères et moi, douze mille francs[1] par mois. Et avec cette somme ma mère n'arrive pas à nous nourrir, à nous vêtir et à nous acheter les fournitures scolaires pour nos études.

— C'est donc ça, votre justice sociale, dit Arezki au représentant du parti. Je connais des hauts fonctionnaires de l'Etat qui n'ont pas payé leurs cotisations au F.L.N. pendant la guerre et dont les enfants bénéficient d'une belle vie. Ceux-là ont eu l'habileté de jouer la belle carte et de gagner à tous les coups. C'est d'ailleurs la même chose pour certains harkis qu'on retrouve dans les rangs de l'A.N.P. et du parti. L'épuration dont

1. En francs de 1963, on dirait aujourd'hui « centimes »

on nous a rabâché les oreilles sera réalisée un jour, j'en suis certain, mais elle sera peut-être dirigée contre ceux qui n'ont pas eu le temps de faire des études, mais qui, néanmoins, faisaient les « zouaves » sur les sommets de nos montagnes. Je serais curieux de savoir ce que la plupart de ces diplômés-hauts-fonctionnaires ont fait pour la Révolution avant 1957. A cette époque, et j'en sais quelque chose, notre guerre était une guerre des pauvres.

— Viens avec moi, mon enfant, dit Arezki, au gosse resté encore debout, ou plutôt va trouver ma femme et dis-lui qu'elle te donne à manger.

L'enfant sorti, un autre leva le doigt.

— Quoi ? hurla Arezki.

— J'ai faim, dit craintivement le gosse.

— Mais tu as un père, toi ?

— Oui, monsieur.

— Qu'est-ce qu'il fait donc ?

— Il ne fait rien, monsieur.

— Comment, il ne travaille pas ?

— Non, monsieur.

— Et pourquoi cela, il est malade ?

— Non, monsieur, il n'est pas malade mais on l'a renvoyé de la fabrique où il travaillait parce qu'il incitait ses camarades à faire la grève pour une augmentation de salaire.

— Je sais cela, mon enfant. Le droit de grève, arraché de haute lutte par les ouvriers des pays capitalistes, n'est pas reconnu par l'Etat-patron. Dans un système socialiste où tout appartient à tous, la grève, paraît-il, est un suicide collectif, un boomerang. On y préfère l'égalité dans la misère à l'inégalité dans la richesse... Mais ne me regarde pas comme ça, va manger, va.

D'un air rageur, Arezki continua sa leçon.

— Je disais donc, mes enfants, que le socialisme algérien sera un socialisme original, c'est-à-dire que...

— Moi, monsieur, cria le petit Amar, un gosse qui avait servi comme agent de liaison pendant la guerre.

— Quoi, toi monsieur ? Tu veux du pain, toi aussi ?

— Non, monsieur.

— Qu'est-ce que tu veux, alors ?

— Je veux expliquer qu'est-ce que c'est que le socialisme original.

Arezki parut soulagé. Non qu'il craignît pour son pain, mais l'intervention du gosse allait lui permettre de souffler, en ce sens qu'elle écourtait sa propre leçon qui avait déjà pris la moitié du temps imparti.

— Viens ici, dit-il à son jeune élève. Mets-toi comme ça, en face de tes camarades, et parle.

— Le socialisme original, dit le gosse, mon père nous l'a décrit hier soir, à la maison. Il a dit : « Ben Bella, son bureau pourriture... »

— « Politique », reprit Arezki dans un sourire.

— Politique, dit le gosse, décontenancé, son gouvernement partent en automobile à la recherche de la voie algérienne du socialisme. Après avoir parcouru quelques kilomètres, ils arrivent au fleuve dit « de la misère », qu'enjambent cinq ponts. A l'entrée du premier pont était Khrouchtchev, malicieux et ravi, jouant avec l'ours Molotov que tenait, par une laisse solide, un dompteur mongol. Les autres ponts étaient gardés respectivement par MM. Tsé-Toung, Tito, Fidel Castro et Nasser. Ne pouvant aller plus loin, nos

hommes descendirent avec, à leur tête, leur cher président.

— Mes frères, dit ce dernier, je crois que nous avons choisi la bonne route. Regardez, admirez de l'autre côté du fleuve les champs verdoyants du socialisme et ces ouvriers *silencieux* qui travaillent *joyeusement* leurs terres. Il ne nous reste plus, pour accéder aux joies sereines du travail, qu'à construire, au-dessus de ce fleuve de la misère, le pont algérien du socialisme. Nous serons d'autant plus heureux que nous laisserons derrière nous l'enfer capitaliste où le gros a toujours mangé les petits. Et puis ne me dites pas que notre système est en contradiction avec la religion. Notre souci, en instituant le partage sur toutes choses, est d'aider Dieu dans son jugement dernier, puisque nous faisons en sorte que nul ne doive rien à personne...

M. Khrouchtchev qui a, comme on le sait, l'œil de Moscou et l'oreille des Bouhali et autres Thorez, accourut vers le groupe et salua ses... frères algériens.

— Allons, allons, dit-il au camarade Ben Bella, ne perdez pas votre temps avec cette histoire de construction. Empruntez donc notre pont sans plus attendre, ça vous évitera une énorme perte de temps, que vous savez précieux. Je conviens que notre pont est assez ancien, mais il a le mérite d'être encore solide et le premier du genre. Conçu, comme vous ne l'ignorez pas, par le génial Lénine, qui a d'ailleurs posé les premières pierres, il a été achevé par Staline qui n'a pas hésité, quand cela se justifiait, à balancer par-dessus le rebord ceux de ses camarades qui rechignaient à la besogne et qui parlaient de liberté alors que les gens avaient le ventre vide.

Des yeux, le camarade Ben Bella Consulta ses amis. Un regard expressif de l'Alem Toufik El Madani lui indiqua qu'il ne fallait pas s'engager dans la voie pleine d'embûches de Satan, donc de l'enfer (qu'Allah nous en préserve) !

— Il n'y a de Dieu que Dieu, dit Ahmed... qui ne rêvait pas de tuer ses

anciens frères de combat, mais seulement de les mettre, comme un vulgaire bien vacant, sous « la protection de l'Etat ». D'ailleurs, les prisons étant devenues, elles aussi, biens vacants, ils pourront, s'ils le désirent, y élirent leur comité de gestion.

— Pendant ce temps, continua le gosse, M. Tsé-Toung suivait d'un œil malicieux, en essayant d'interpréter les gestes, les propos des deux grands chefs. Bien entendu, il n'était pas question pour le coolie dénudé du Hunan d'approcher de l'iceberg russe. Il attendit donc que le groupe vînt à passer devant lui pour lui demander des explications. Ce qui ne tarda pas à se produire.

— Bonjour, camarade Mao, dit Amar Ouzegane, qu'imitèrent en cela tous ses amis.

— Bonjour, frères algériens, dit Tsé-Toung dans un sourire et une révérence de vieux Chinois raffiné. Vous cherchez

quelque chose, ce me semble ? demanda-t-il.

— Non, camarade, nous désirons seulement jeter les bases du pont algérien du socialisme.

— Vous croyez vraiment que le socialisme est un arbre à plusieurs troncs ? Le marxisme, frères algériens, c'est comme votre Allah, il n'y en a qu'un. Ou votre socialisme est marxiste, ou il est hérétique, donc au service de la réaction. Si j'ai un conseil à vous donner, c'est bien d'offrir tout à tous et rien à personne.

Tout en prêtant aux propos assez vagues du vieux mandarin une relative attention, le frère Ben Bella lorgnait vers les autres ponts. Celui des Yougoslaves lui parut le meilleur, quoiqu'il ait subi déjà des réparations (là-bas on appelle cela des purges), mais le pont cubain, grâce aux efforts déployés par Castro, prenait des allures d'une... rampe de lancement d'où les opposants au

régime étaient catapultés sur les rives opposées, ne pouvant construire un mur dans la baie des Cochons. Un peu plus loin, colossale pyramide, émergeait l'œuvre d'art du pharaon d'Egypte. Sans aucun signe de politesse, le frère Ben Bella quitta Tsé-Toung, ravi qu'il était d'étreindre son cher compagnon Abdel Nasser, le fidèle allié des mauvaises journées de juillet et de bien avant. Tout le groupe entoura Nasser, lui palpa les biceps, le congratula pour sa bonne santé au Yémen et en Irak. Le Bédouin Mohammedi Saïd jubilait. Emporté par l'émotion, il prononça un discours qu'il termina par ces mots : « Au nom de Dieu, du Bureau politique et du gouvernement, je vous salue, frère Naser. » Seul Amar Bentoumi, notre ministre de la Justice, parut inquiet. Les dents d'Abdel Nasser sont trop grandes pour être normales. Visiblement, elles pourraient broyer un monde arabe tout entier, en attendant qu'elles grignotent le continent noir.

— Frère Nasser, lui demanda-t-il, quelle est la marque de votre dentifrice ?

— Unité Arabe, frère ! Unité Arabe !

Vaincu par l'émotion, le frère Nasser pirouetta sur lui-même et mit l'un de ses pieds dans un plat de fèves, ce repas national égyptien.

— Votre arrivée inopinée, frères, a interrompu ma méditation. En effet, je rêvais du jour où tous les Arabes auront de la viande dans leurs fèves, et je sais que l'Afrique du Nord est riche en cheptel berbère. C'est d'ailleurs pour en abattre que je vous ai envoyé des canons en juillet 1962, sachant pertinemment que vos Berettas ne suffisaient pas. Frère Ben Bella, continua-t-il sur sa lancée, je suis content que vous ayez offert 100 millions de francs à l'Angola. Mais n'oubliez pas également que vous avez promis 100 000 hommes pour la libération de la Palestine arabe. Mais, à propos, je ne vous ai pas demandé la raison de votre visite. Serait-ce que la Willaya III se soit de nouveau révoltée ?

— Sur ce point, soyez tranquille, frère Nasser, dit Ben Bella. Avec la construction de votre filature à Tizi-Ouzou, nous avons donné aux Kabyles du fil à retordre. C'est d'ailleurs dans ce but que nous avons dérouté les techniciens bulgares du textile sur d'autres régions car, primitivement, c'étaient eux qui devaient édifier l'usine.

— Méfiez-vous toujours de Krim Belkacem, qui pourrait jouir d'un retour de popularité et, surtout, de cet indécis d'Aït Ahmed, qui pourrait vous égratigner en tombant des nues, où il règle la circulation des condors. En tout cas, n'arrêtez jamais un Kabyle pour raison politique, vous risqueriez de les regrouper et de rendre inopérants les efforts de vos amis Boumaza et Mohammedi.

— Là aussi pas de danger, dit-il à l'oreille de Nasser, pour ne pas vexer Boumendjel, les chefs kabyles sont si divisés et ambitieux qu'ils se neutralisent sans que j'intervienne. Et puis ils sont d'une telle maturité politique qu'ils

refuseraient toujours d'user de la guerre civile pour contrecarrer mes desseins d'unification.

— Je suis content que tout aille pour le mieux chez vous. Mais alors, puis-je savoir l'objet de votre visite.

— Nous voulons choisir un endroit où le Colonel Boumedienne, avec son génie militaire, pourrait jeter les bases d'un pont algérien du socialisme.

— Dans ce cas, permettez-moi de vous inviter à utiliser le mien. Cela vous épargnera bien des labeurs et bien des vicissitudes. Seulement, il faudra effacer, et le Maréchal Amer vous aidera au besoin, le mot « Démocratique » qui est écrit en gros caractères sur le frontispice de votre édifice républicain, et le remplacer par le mot « Arabe ».

— Ne vous formalisez pas pour si peu, frère Gamal, dit Ben Bella à l'oreille de son frère. Ce mot n'est qu'une concession faite à M. Abbas « qui aurait été pour le parti unique, s'il n'avait été

démocrate ». Le parti unique ayant finalement prévalu, j'ai permis qu'on amalgame, qu'on voisine « Démocratique » avec « Populaire ». Si vous connaissiez le français, vous vous seriez aperçu que les deux mots ont presque la même signification, à cela près que le premier contient « cratie » et qu'il est grec, et que le second renforce le premier en le rappelant. Bref, j'ai laissé l'impression à M. Ferhat Abbas de s'identifier à la République puisqu'en Algérie il est resté le seul démon... sans cratie. Je lui devais bien ça après son ralliement à Tlemcen. Il faut reconnaître qu'il me servit loyalement de couverture « démocratique », car à cette époque j'en avais besoin. Sans cela, aurais-je pu réussir les élections que j'ai faites ?

— Venez, mes frères, dit Nasser ; je désire vous faire visiter le champ arabe du socialisme.

Aux cris de « Vive l'unité arabe ! » « Vive la R.A.U. ! » le groupe traversa le pont en échangeant son drapeau pour

une étoile. Mais sur le visage de certains s'imprima une cruelle désillusion, car ce qu'ils prirent pour des champs de blé n'était qu'un maigre champ de fèves.

(Extrait du roman inédit de **B. M. A.** :
La Leçon de Socialisme.)



Achevé d'imprimer sur les presses
de l'Imprimerie l'Artisan
Douzi I N° 23 BP 225 16.110.
Bab Ezzouar. Alger